

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31853]

3 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, notamment les articles 18, § 6, 38, § 1^{er}, et 58 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 16 juin 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juillet 2015 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 7 septembre 2015;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, par le biais du Comité des usagers de l'eau institué en son sein, donné le 9 septembre 2015;

Vu le test genre réalisé le 21 septembre 2015, conformément à l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'avis n°58.318/1 du Conseil d'État, donné le 17 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre en charge de la Politique de l'Eau,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions préliminaires*

Section 1^{re}. — Objet

Article 1^{er}. Le présent arrêté vise à dresser les règles applicables par les acteurs de l'eau afin de déterminer le coût-vérité de l'eau tel que défini par l'article 38 de l'ordonnance.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « ordonnance » : l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;
- 2° « acteurs de l'eau » : personnes morales qui interviennent à quelque titre que ce soit dans la gestion du cycle de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale ;
- 3° « Interact (ou « I/Act » en abrégé) » : le terme générique utilisé pour parler des flux financiers entre les acteurs de l'eau ;
- 4° « production » : le captage, le traitement, le transport et l'acheminement d'eau potable captée dans ou en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale et le stockage de cette eau destinée à la consommation humaine, pour autant qu'elle soit fournie ou destinée à être fournie par un réseau public de distribution. La fin de l'activité de production s'établit au compteur de tête de la distribution et coïncide avec le début du réseau de distribution ;
- 5° « distribution » : la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ainsi que la gestion opérationnelle intégrée des infrastructures assurant cette distribution d'eau potable ;
- 6° « approvisionnement » : le service d'approvisionnement regroupe les activités dites de production et de distribution telles que définies au sens du présent arrêté ;
- 7° « collecte » : la conception, l'établissement et la gestion des infrastructures assurant la collecte des eaux résiduaires urbaines, le stockage tampon et la régulation des flux, à savoir les ouvrages et infrastructures dont le débit par temps sec est nul ;
- 8° « épuration » : la conception, l'établissement et la gestion des infrastructures assurant le traitement des eaux résiduaires urbaines;
- 9° « assainissement » : le service d'assainissement regroupe les activités dites de collecte et d'épuration telles que définies au sens du présent arrêté ;
- 10° « chiffre d'affaires » : le montant des ventes et des prestations de services à destination du consommateur final et relatives à la production, la distribution, la collecte et l'épuration réalisées. Ce montant ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée et les autres impôts liés directement au chiffre d'affaires. Ce montant ne prend en considération que les prestations effectivement réalisées ; par conséquent, les facturations à destination du consommateur final et relatives à des prestations non encore réalisées ne sont pas comprises dans le chiffre d'affaires. Ce montant prend toutefois en considération les prestations effectivement réalisées mais non encore facturées ;
- 11° « actifs immobilisés » : investissements d'exploitation propres à chaque activité et ne comprenant pas les actifs affectés aux services fonctionnels généralement communs aux services d'approvisionnement et d'assainissement;
- 12° « personnel d'exploitation » : le personnel affecté à l'activité sur le terrain par opposition au personnel des services fonctionnels travaillant pour les services d'approvisionnement et d'assainissement ;
- 13° « arrêté royal du 30 janvier 2001 » : l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés ;
- 14° « l'Institut » : l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989 ;

- 15° « reporting » : l'ensemble des données devant être communiqué à l'Institut par les acteurs de l'eau tels que définis et explicités dans le présent arrêté ;
- 16° « coûts directs » : les frais directement liés à une seule activité (production, distribution, collecte, épuration, connexe), et ne devant pas faire l'objet d'une répartition sur ces différentes activités ;
- 17° « coûts indirects » : les frais relatifs à plus d'une des activités (production, distribution, collecte, épuration, connexe), et devant être alloués sur les activités concernées telles que définies à l'article 5 du présent arrêté ;
- 18° « indicateurs de performance » : les éléments mesurables capables de donner une certification qualitative ou quantitative de l'amélioration ou de la dégradation annuelle d'un facteur. Les indicateurs de performance, en abrégé 'KPI', sont présentés en annexe et sont calculés sur base annuelle ;
- 19° « contribution » : les revenus, perçus par les acteurs de l'eau, découlant des factures émises aux consommateurs finaux, et des contrats d'assainissement signés avec les auto-producteurs conformément à l'article 36, § 4, de l'ordonnance, perçus par les acteurs de l'eau ;
- 20° « secteur domestique » : secteur pour lequel les consommations d'eau sont liées à des ménages et faisant l'objet d'une tarification progressive;
- 21° « secteur professionnel » : secteur regroupant la consommation des entreprises et la consommation des eaux captées par les auto-producteurs dans le cadre de leurs activités professionnelles;
- 22° « consommation des entreprises » : consommation du secteur professionnel regroupant des activités socio-économiques des secteurs primaire et/ou secondaire et/ou tertiaire ;
- 23° « auto-producteur » : la personne morale ou physique telle que définie à l'article 5, 60° de l'ordonnance qui utilise l'eau directement obtenue par pompage dans la nappe phréatique;
- 24° « volumes consommés » : volumes d'eau potable distribués pendant l'année comptable considérée par l'acteur de l'eau en charge de la distribution aux consommateurs finaux des secteurs domestique et/ou professionnel ;
- 25° « volumes déversés » : volumes d'eau distribués et rejetés par les secteurs domestique et/ou professionnel dans le réseau de collecte communal géré par l'acteur de l'eau en charge de la collecte ;
- 26° « volumes traités » : volumes d'eau traités par les acteurs de l'eau en charge de l'épuration ;
- 27° « ajustement pour charge polluante » : remboursement ou surplus à payer aux/par les personnes morales ou physiques assujetties à la redevance d'assainissement régionale sur base forfaitaire et/ou réelle, telles que définies dans l'annexe 3 du contrat de gestion entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Société bruxelloise de Gestion de l'Eau ;
- 28° « STEP » : l'abréviation utilisée pour désigner une station d'épuration publique ;
- 29° « EBC » : la coopération comparative européenne (European Benchmarking Co-operation - EBC) est une initiative, sur base volontaire, sans but lucratif d'analyse comparative internationale à destination du secteur de l'eau;
- 30° « arrêté eau potable » : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 janvier 2002 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau ;
- 31° « activité connexe » : toute activité exercée par les acteurs de l'eau autre que la production et/ou la distribution et/ou la collecte et/ou l'épuration.
- 32° « coût-vérité de l'eau » : la totalité des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau en vue de permettre la prise en compte du principe de récupération des coûts.

Section 3. — Principes généraux

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté définit les règles applicables à l'élaboration d'un reporting par activité (production, distribution, collecte, épuration et activités connexes).

§ 2. Chaque acteur de l'eau communique à l'Institut le reporting défini dans le présent arrêté pour les activités qui le concerne.

§ 3. La communication se fera exclusivement à l'aide de l'outil informatique fourni par l'Institut et conformément aux dispositions du présent arrêté.

§ 4. Chaque acteur de l'eau fait certifier les reportings par un réviseur d'entreprise agréé. Ce dernier s'assure de la bonne réconciliation entre la comptabilité analytique et générale au sein du reporting.

§ 5. L'Institut conserve un pouvoir de contrôle sur l'outil et les méthodes de calculs appliquées en vertu de l'article 38 de l'ordonnance et se charge de la consolidation des reportings transmis afin d'établir le coût-vérité de l'eau. Pour ce faire, les données communiquées pourront être soumises à un audit externalisé qui se prononcera sur le bien-fondé de la méthodologie propre mise en place par chacun des acteurs de l'eau.

Art. 4. Les reportings imposés aux acteurs de l'eau incluent :

- un détail des coûts directs par activité (production, distribution, collecte, épuration, connexe) avec identification des interact,
- un détail des coûts indirects répartis sur l'ensemble des activités,
- un détail des flux interact,
- un détail des contributions,
- un détail permettant de calculer les taux de récupération des coûts,
- un plan d'investissement prospectif et de financement quinquennal,
- ainsi qu'une annexe liée aux indicateurs de performance.

Les flux interact seront éliminés lors de la consolidation effectuée par l'Institut.

Art. 5. § 1^{er}. Les coûts indirects seront répartis entre les activités de production, de distribution, de collecte, d'épuration et toute autre activité connexe sur base :

- des clés pertinentes proposées par les acteurs de l'eau. Celles-ci doivent être justifiées en annexe du reporting et validées par l'Institut,
- à défaut, d'une clé d'allocation générale déterminée à partir des paramètres pondérés énoncés ci-après,
 - o chiffre d'affaires : 25 %;
 - o actifs immobilisés (en valeur nette) : 15 %;
 - o temps presté par le personnel direct d'exploitation : 60 %

§ 2. Les clés proposées par les acteurs de l'eau lors du premier exercice comptable serviront de clés de référence pour les reportings qui suivront. Par la suite, toute modification d'une de ces clés d'une année à l'autre devra alors être motivée et justifiée.

Art. 6. Les données relatives aux coûts des biens et services fournies par les acteurs de l'eau sont portées au reporting à leur valeur d'acquisition.

CHAPITRE 2. — Reporting « Approvisionnement »

Section 1^{re}. — Principe général

Art. 7. Chaque acteur de l'eau exerçant une activité liée à l'approvisionnement d'eau potable, directement ou indirectement pour le compte d'un autre acteur de l'eau, établit annuellement un reporting propre à son activité d'approvisionnement conformément aux dispositions contenues aux sections 2, 3, 4 et 5 du présent chapitre.

Section 2. — Règles d'évaluation

Art. 8. Les règles d'évaluation qui président à l'élaboration du reporting « Approvisionnement » découlent de l'application des dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés et sont conformes aux règles établies à l'article 9 du présent arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. Le mode de comptabilisation des actifs immobilisés corporels et incorporels est présenté en annexe Ap1.

§ 2. Les amortissements des actifs immobilisés corporels et incorporels sont constitués sur base des méthodes définies par chacun des acteurs de l'eau. Les règles d'amortissement définies seront conformes au droit comptable et justifiées en annexe du reporting.

§ 3. Les règles d'amortissement proposées par les acteurs de l'eau lors du premier exercice comptable serviront de règles de référence pour les reportings qui suivront. Par la suite, toute modification d'une de ces règles d'une année à l'autre devra alors être motivée et justifiée.

§ 4. Au 1^{er} janvier 2016, les nouvelles règles d'amortissement définies au § 2 du présent article s'appliquent aux actifs immobilisés existants sur la durée résiduelle d'amortissement tenant compte de la valeur brute des actifs non réévaluée déterminée au 31 décembre 2015.

Art. 10. La comptabilisation de frais directs ne rentrant pas dans les coûts d'investissement ou dans les coûts d'exploitation, sous-rubrique « autres charges », doit être motivée et justifiée en annexe du reporting.

Art. 11. Les créances douteuses sont isolées des autres créances commerciales et font l'objet d'une réduction de valeur déterminée sur base du montant des factures comptabilisées comme irrécouvrables au cours de l'exercice. Cette réduction de valeur est ajustée annuellement sur base des mêmes critères.

Section 3. — Canevas du reporting « Approvisionnement »

Art. 12. Le reporting « Approvisionnement » est la consolidation des reportings pour les activités de production et de distribution conformément au schéma prévu à l'article 13 du présent arrêté.

Art. 13. Le reporting « Approvisionnement » se présente comme suit :

1. Coûts d'investissements :
a. Amortissements
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures :
a. Prestations techniques :
i. Main d'œuvre
ii. Utilisation des engins de chantiers
iii. Sous-traitance
- Montant I/Act
- Montant hors I/Act
iv. Energie
v. Matières premières et matériaux
vi. Coûts de bâtiment
vii. Transport et logistique
viii. Stockage
ix. Valorisation des déchets (-)
b. Coût des relevés des compteurs
c. Rétribution des communes

3. Autres charges
a. Taxation
b. Autres
4. Coûts environnementaux et pour la ressource
Coût-vérité direct du service
Coût I/Act à éliminer
Coût-vérité direct du service, I/Act éliminé
Coût-vérité direct de l'activité exprimé en €/m³ distribué
5. Coûts supportés par le consommateur mais non inclus dans le coût-vérité de l'eau
a. Créances douteuses
b. Fonds social
c. Solidarité internationale

Section 4. — Canevas du reporting « Production »

Art. 14. Le reporting « Production » est établi par les acteurs de l'eau exerçant une activité liée à la production pour la Région de Bruxelles-Capitale conformément au schéma prévu à l'article 15 du présent arrêté. Le contenu des postes du reporting « Production » est défini à l'annexe Ap2a.

Art. 15. Le reporting « Production » doit être complété, distinctement,

- pour les activités de captages,
- pour les activités de transport et de stockage,
- pour les activités de répartition.

Et se présente comme suit :

1. Coûts d'investissements :
a. Amortissements
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures :
a. Prestations techniques :
i. Main d'œuvre
ii. Utilisation des engins de chantiers
iii. Sous-traitance
- Montant I/Act
- Montant hors I/Act
iv. Energie
v. Matières premières et matériaux
vi. Coûts de bâtiment
vii. Transport et logistique
viii. Stockage
ix. Valorisation des déchets (-)
3. Autres charges
a. Taxation
b. Autres
4. Coûts environnementaux et pour la ressource
Coût-vérité direct de l'activité
Coût I/Act à éliminer
Coût-vérité direct de l'activité
Coût I/Act à éliminer
Coût-vérité direct de l'activité, I/Act éliminé
Coût-vérité direct de l'activité exprimé en €/m³ produit

Section 5. — Canevas du reporting « Distribution »

Art. 16. Le reporting « Distribution » est établi par les acteurs de l'eau exerçant une activité liée à la distribution d'eau potable dans la Région de Bruxelles-Capitale conformément au schéma prévu à l'article 17 du présent arrêté. Le contenu des postes du reporting « Distribution » est défini à l'annexe Ap2b.

Art. 17. Le reporting « Distribution » se présente comme suit :

1. Coûts d'investissements :
a. Amortissements
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures :
a. Prestations techniques :
i. Main d'œuvre
ii. Utilisation des engins de chantiers
iii. Sous-traitance
- Montant I/Act
- Montant hors I/Act
iv. Energie
v. Matières premières et matériaux
vi. Coûts de bâtiment
vii. Transport et logistique
viii. Stockage
ix. Valorisation des déchets (-)
b. Coût des relevés des compteurs
c. Rétribution des communes
3. Autres charges
a. Taxation
b. Autres
4. Coûts environnementaux et pour la ressource
Coût-vérité direct de l'activité
Coût I/Act à éliminer
Coût-vérité direct de l'activité, I/Act éliminé
Coût-vérité direct de l'activité exprimé en €/m³ distribué

CHAPITRE 3. — Reporting « Assainissement »

Section 1^{re}. — Principe général

Art. 18. Chaque acteur de l'eau exerçant une activité liée à l'assainissement des eaux résiduaires urbaines établit annuellement un reporting propre à son activité d'assainissement conformément aux dispositions contenues aux sections 2, 3, 4 et 5 du présent chapitre.

Section 2. — Règles d'évaluation

Art. 19. Les règles d'évaluation qui président à l'élaboration du reporting « Assainissement » découlent de l'application des dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés et sont conformes aux règles établies à l'article 20 du présent arrêté.

Art. 20. § 1^{er}. Le mode de comptabilisation des actifs immobilisés corporels et incorporels est présenté en annexe As1.

§ 2. Les amortissements des actifs immobilisés corporels et incorporels sont constitués sur base des méthodes définies par chacun des acteurs de l'eau. Les règles d'amortissement définies seront conformes au droit comptable et justifiées en annexe du reporting.

§ 3. Les règles d'amortissement proposées par les acteurs de l'eau lors du premier exercice comptable serviront de règles de référence pour les reportings qui suivront. Par la suite, toute modification d'une de ces règles d'une année à l'autre devra alors être motivée et justifiée.

§ 4. Au 1^{er} janvier 2016, les nouvelles règles d'amortissement définies au § 2 du présent article s'appliquent aux actifs immobilisés existants sur la durée résiduelle d'amortissement tenant compte de la valeur brute des actifs non réévaluée déterminée au 31 décembre 2015.

Art. 21. La comptabilisation de frais directs ne rentrant pas dans les coûts d'investissement ou dans les coûts d'exploitation, sous-rubrique « autres charges », doit être motivée et justifiée en annexe du reporting.

Section 3. — Canevas du reporting « Assainissement »

Art. 22. Le reporting « Assainissement » est la consolidation des reportings pour les activités de collecte et d'épuration conformément au schéma prévu à l'article 24 du présent arrêté.

Art. 23. Conformément au contrat de services d'assainissement du 21 décembre 2007 entre la SBGE et AQUAFIN, il est tenu compte de la répartition des coûts de l'activité d'assainissement entre la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale. La contribution de chaque région est déterminée sur base d'une clé de répartition des coûts des travaux d'assainissement du sous-bassin Nord (Senne et Woluwe) et du sous-bassin Sud (Senne) :

- pour le sous-bassin Nord: la Région flamande est redevable à la Région bruxelloise de 15,7% du coût total de l'assainissement du sous-bassin ;

- pour le sous-bassin Sud : la Région flamande est redevable à la Région bruxelloise de 11,68% du coût total de l'assainissement du sous-bassin.

Art. 24. Le reporting « Assainissement » se présente comme suit :

1. Coûts d'investissements :
a. Amortissements
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures :
a. Prestations techniques :
i. Main d'œuvre
ii. Outillage et utilisation des engins de chantiers
iii. Sous-traitance
- Montant I/Act
- Montant hors I/Act
iv. Energie
v. Matières premières et réactifs
vi. Evacuation des boues
vii. Coûts de bâtiment
viii. Déchets hors boues
ix. Valorisation des déchets (-)
b. Rétribution des communes
3. Autres charges
a. Taxation
b. Autres
4. Coûts environnementaux et pour la ressource
Coût-vérité direct du service
Coût I/Act à éliminer
Coût-vérité direct du service, I/Act éliminé
Coût-vérité direct du service exprimé en €/m³ déversé

Section 4. — Canevas du reporting « Collecte »

Art. 25. Le reporting « Collecte » est établi par les acteurs de l'eau exerçant une activité liée à la collecte des eaux résiduaires urbaines dans la Région de Bruxelles-Capitale conformément au schéma prévu à l'article 26 du présent arrêté et sans préjudice de l'article 23 du présent arrêté.

Le contenu des postes du reporting « Collecte » est défini à l'annexe As2a.

Art. 26. Le reporting « Collecte » doit être complété, distinctement,

- pour les infrastructures pour stockage tampon et régulation des flux,

- pour les égouts et collecteurs

et se présente comme suit :

1. Coûts d'investissements :
a. Amortissements
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures :
a. Prestations techniques :
i. Main d'œuvre
ii. Utilisation des engins de chantiers
iii. Sous-traitance
- Montant I/Act
- Montant hors I/Act
iv. Energie
v. Matières premières
vi. Evacuation des boues
vii. Coûts de bâtiment
viii. Déchets hors boues
ix. Valorisation des déchets (-)
b. Rétribution des communes
3. Autres charges
a. Taxation
b. Autres
4. Coûts environnementaux et pour la ressource
Coût-vérité direct de l'activité
Coût I/Act à éliminer
Coût-vérité direct de l'activité, I/Act éliminé
Coût-vérité direct de l'activité exprimé en €/m³ déversé

Section 5. — Canevas du reporting « Épuration »

Art. 27. Le reporting « Épuration » est établi par les acteurs de l'eau exerçant une activité liée à l'épuration des eaux résiduaires urbaines de la Région de Bruxelles-Capitale conformément au schéma prévu à l'article 28 du présent arrêté et sans préjudice de l'article 23 du présent arrêté.

Le contenu des postes du reporting « Épuration » est défini à l'annexe As2b.

Art. 28. Le reporting « Épuration » doit être établi pour chacune des stations d'épuration et se présente comme suit:

1. Coûts d'investissements :
a. Amortissements
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures :
a. Prestations techniques : Traitement de l'eau

- i. Main d'œuvre
- ii. Outillage et utilisation des engins de chantiers
- iii. Sous-traitance
 - Montant I/Act
 - Montant hors I/Act
- iv. Energie
- v. Matières premières et réactifs
- vi. Coûts de bâtiment
- vii. Déchets hors boues
- viii. Valorisation des déchets (-)

b. Prestations techniques : Traitement et évacuation des boues
--

- i. Main d'œuvre
- ii. Outillage et utilisation des engins de chantiers
- iii. Sous-traitance
 - Montant I/Act
 - Montant hors I/Act
- iv. Energie
- v. Matières premières et réactifs
- vi. Coûts de bâtiment
- vii. Déchets hors boues
- viii. Valorisation des déchets (-)

3. Autres charges

a. Taxation

b. Autres

4. Coûts environnementaux et pour la ressource
--

Coût-vérité direct de l'activité

Coût I/Act à éliminer

Coût-vérité direct de l'activité, I/Act éliminé
--

Coût-vérité direct de l'activité exprimé en €/m³ traité

CHAPITRE 4. — Coûts indirects

Section 1^{re}. — Principe général

Art. 29. Outre les reportings relatifs aux frais directs, repris dans les chapitre 2 et 3 du présent arrêté, chaque acteur de l'eau remplit un reporting des frais indirects qu'il supporte, ainsi que des paramètres permettant de déterminer les clés de répartition, tels que définies à l'article 5 du présent arrêté.

Section 2. — Règles d'évaluation

Art. 30. Les coûts indirects renseignés par les acteurs de l'eau sont repris à concurrence du montant des coûts indirects imputables à la période pour laquelle le reporting est établi.

Art. 31. L'Institut additionne l'ensemble des frais indirects et les répartit sur l'ensemble des activités conformément à la règle définie à l'article 5 du présent arrêté.

Section 3. — Canevas du reporting « Indirects »

Art. 32. Le reporting « Indirects » est établi par activité par l'ensemble des acteurs de l'eau supportant des frais indirects. Le contenu des postes du reporting « Indirects » est défini à l'annexe I2.

Art. 33. Le reporting « Indirects » se présente comme suit :

1. Coûts de personnel (sous payroll et intérimaires)
2. Loyers et charges locatives
3. Coûts d'investissements
4. Autres coûts de bâtiment
5. Fournitures
6. Charges relatives au fonctionnement du système IT (hors personnel)
7. Communication (hors personnel)
8. Marketing et publicité (hors personnel)
9. Assurances diverses
10. Charges financières
11. Taxe
12. Divers

Art. 34. Les montants repris dans les coûts indirects seront répartis sur base des clés de répartition définies à l'article 5 du présent arrêté. Les données visées à l'article 5 du présent arrêté devront être fournies par chaque acteur de l'eau de manière séparée pour les activités de production, de distribution, pour les égouts et collecteurs, pour les infrastructures de stockage tampon et de régulation des flux, pour chacune des stations d'épuration prise isolément ainsi que pour chaque activité connexe répertoriée conformément au chapitre 5.

CHAPITRE 5. — *Activités connexes**Section 1^{re}*. — Principe général

Art. 35. Le reporting « Activités connexes » est établi par les acteurs de l'eau exerçant une activité en parallèle des activités de production, de distribution, de collecte et/ou d'épuration dans la Région de Bruxelles-Capitale et ce conformément au schéma prévu à l'article 36 du présent arrêté.

Art. 36. Le reporting « Activités connexes » se présente comme suit :

1. Coûts d'investissements :
a. Amortissements
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures :
a. Prestations techniques :
i. Main d'œuvre
ii. Utilisation des engins de chantiers
iii. Energie
iv. Matières premières et matériaux
v. Coûts de bâtiment
vi. Transport et logistique
vii. Stockage
viii. Evacuation des déchets
ix. Valorisation des déchets (-)
3. Autres charges
a. Taxation
b. Autres
Coût direct de l'activité
Revenu brut de l'activité
Revenu net de l'activité

CHAPITRE 6. — *"Interact"**Section 1^{re}*. — Principes généraux

Art. 37. Préalablement à l'envoi du reporting certifié par le réviseur d'entreprise, les acteurs de l'eau doivent s'assurer que les montants repris dans leur reporting "Interact" ne présente pas d'écart avec celui des autres acteurs de l'eau.

Art. 38. Ces montants seront éliminés dans le reporting des coûts directs par activité. L'institut vérifie que les montants déclarés par les différents acteurs de l'eau ne présentent pas d'écarts et qu'ils correspondent bien aux montants repris dans les reportings de coûts directs par activité, sous la rubrique « Sous-traitance – Interact ».

Section 2. — Exploitation

Art. 39. Chaque acteur de l'eau remplit individuellement et sur base annuelle un reporting des transactions interact survenues au cours de l'exercice, tant en termes de revenus que de coûts d'exploitation.

Section 3. — Investissements

Art. 40. Chaque acteur de l'eau remplit individuellement et sur base annuelle un reporting des transactions interact survenues au cours de l'exercice, tant en termes de revenus que de coûts d'investissement.

CHAPITRE 7. — *Contribution**Section 1^{re}*. — Principes généraux

Art. 41. L'acteur de l'eau en charge de la facturation au consommateur final communique à l'Institut les quantités facturées, exprimées en m³, ainsi que les montants correspondants, et ce pour chacune des grilles tarifaires appliquées, en faisant apparaître au minimum le tarif progressif appliqué au secteur domestique et le tarif linéaire appliqué au secteur professionnel.

Art. 42. Les acteurs de l'eau en charge de l'épuration communiquent à l'Institut les quantités exprimées en m³, ainsi que les montants correspondants, facturés aux auto-producteurs avec lesquels un contrat d'assainissement a été signé.

CHAPITRE 8. — *Taux de récupération des coûts**Section 1^{re}. — Principe général*

Art. 43. Chaque acteur de l'eau communique à l'Institut les données relatives aux revenus perçus pour les activités de production, de distribution, de collecte et d'épuration, ainsi que les quantités liées à ces activités.

Section 2. — Règles d'évaluation

Art. 44. Les coûts finaux supportés par le consommateur tels que découlant des reportings liés aux coûts seront ventilés par secteur comme suit :

- Production : distinction opérée au prorata des volumes consommés, entre, d'une part le secteur domestique et d'autre part le secteur professionnel ;

- Distribution : distinction opérée au prorata des volumes consommés, entre d'une part le secteur domestique et d'autre part le secteur professionnel. Le secteur professionnel sera lui-même ventilé entre petits (<5000 m³) et gros consommateurs (>5000 m³) ;

- Collecte : distinction opérée au prorata des volumes déversés, entre d'une part le secteur domestique et d'autre part le secteur professionnel;

- Épuration : distinction opérée au prorata des volumes traités, entre d'une part le secteur domestique et d'autre part le secteur professionnel. Le secteur professionnel sera lui-même ventilé entre consommation des entreprises et auto-producteurs. La consommation des entreprises identifiera de manière distincte l'ajustement pour charge polluante.

Art. 45. Les revenus découlant de la contribution aux consommateurs, des redevances d'abonnement et des travaux facturés à des tiers seront ventilés par secteur sur base des mêmes proratas que ceux visés à l'article 44.

Art. 46. § 1^{er}. Les subsides perçus ne seront quant à eux pas ventilés sectoriellement.

§ 2. Les subsides perçus par les acteurs de l'eau exerçant leur activité en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, devront être imputés au prorata des volumes destinés à la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 3. — Canevas du reporting « Taux de récupération des coûts »

Art. 47. Le reporting « Taux de récupération des coûts » se présente comme suit, pour la partie liée aux coûts et quantités :

Coût final de l'eau supporté par le consommateur						
Coûts liés au fonds social (domestique uniquement) et à la solidarité internationale						
Coût final hors fonds social et solidarité internationale						
	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel
		<5.000 m ³ >5.000 m ³			Ajustement pour charge polluante Auto- producteurs	Ajustement pour charge polluante Auto- producteurs
Volumes utilisés pour la répartition sectorielle (m ³)	Volumes consommés	Volumes consommés	Volumes approvisionnés	Volumes déversés	Volumes traités	Volumes assainis
	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel
		<5.000 m ³ >5.000 m ³	<5.000 m ³ >5.000 m ³		Ajustement pour charge polluante Auto- producteurs	Ajustement pour charge polluante Auto- producteurs

Art. 48. Le reporting « Taux de récupération des coûts » se présente comme suit, pour la partie liée aux revenus et au calcul du taux de récupération :

Revenus							
Service		Approvisionnement			Assainissement		
	Activité	Production	Distribution	Total	Collecte	Épuration	Total
I.	Facturation au consommateur final (*) : les ventes d'eau incluent ici le fonds social	Domestique	Domestique	Domestique	Domestique	Domestique	Domestique
		Professionnel	Professionnel	Professionnel	Professionnel	Professionnel	Professionnel
			<5.000 m ³ >5.000 m ³				Ajustement pour charge polluante Auto-producteurs
I.a.	Fonds social Provision de 0,03 €/m ³	-	-	Total	-	-	-
		-	-	Domestique	-	-	-
		-	-	Professionnel	-	-	-
I.b.	Solidarité internationale Provision de 0,005 €/m ³	-	-	Total	-	-	-
		-	-	Domestique	-	-	-
		-	-	Professionnel	-	-	-
I.c.	Prestations de services (**) : les ventes d'eau sont ici comprises hors	Domestique	Domestique	Domestique	Domestique	Domestique	Domestique
		Professionnel	Professionnel	Professionnel	Professionnel	Professionnel	Professionnel
			<5.000 m ³ >5.000 m ³				Ajustement pour charge polluante Auto-producteurs
II.	Redevance d'abonnement		Total (50%)	Total (50%)	Total (50%)		Total (50%)
			Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel		Domestique Professionnel
III.	Travaux facturés à des tiers		Total	Total	Total	Total	Total
			Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel	Domestique Professionnel
	Total de la Contribution des secteurs économiques						
	exprimé en % des coûts						
IV.	Subsides						
	Total Financement						

	N+1		N+2		N+3		N+4		N+5		5 ans	
	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot
Catégorie 5												
Catégorie 6												
...												
Investissements d'extension												
Catégorie 1												
Catégorie 2												
Catégorie 3												
Catégorie 4												
Catégorie 5												
Catégorie 6												
...												
TOTAL investissement												
% sur les 5 ans												
Subsides												
Emprunts bancaires												
Fonds propres												
TOTAL financement	-		-		-		-		-		-	
Vérification	ok		ok		ok		ok		ok		ok	

CHAPITRE 10. — Indicateurs de performance

Section 1^{re}. — Principes généraux

Art. 53. Les informations nécessaires au calcul des indicateurs de performance devront être fournis à l'Institut par l'acteur « pilote » désigné dans l'annexe KPI du présent arrêté, et ce dans les mêmes délais que ceux prévus à l'article 56 du présent arrêté pour les reportings. Les indicateurs de performance et informations à transmettre à l'Institut sont listées dans l'annexe KPI du présent arrêté.

Art. 54. L'Institut transmet l'ensemble des indicateurs au ministre en charge de la Politique de l'Eau pour information.

Art. 55. La liste des indicateurs de performance telle que présentée en annexe KPI peut être revue par le ministre en charge de la Politique de l'Eau, pour autant que les différents acteurs de l'eau soient consultés, et pour autant que des motifs économiques, structurels ou organisationnels le justifient.

CHAPITRE 11. — Mise en œuvre, informations et transmission

Art. 56. § 1^{er}. Chaque année, les acteurs de l'eau déposent à l'Institut pour le 30 juin de l'année suivant la clôture de l'exercice, les reportings prévus dans le présent arrêté, certifiés par un réviseur d'entreprise agréé. A cet effet, le réviseur d'entreprise désigné par chacun des acteurs de l'eau établira un rapport d'assurance indépendant conformément au modèle présenté en annexe R du présent arrêté. Cette mission vient en complément de sa mission d'attestation des comptes annuels statutaires.

§ 2. L'Institut consolide les reportings certifiés et élimine les transactions Interact de manière à obtenir un récapitulatif global du coût-vérité, présenté comme suit :

1. Coûts d'investissements (directs)
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures (directs)
3. Coûts environnements aux (directs)
- Coûts-vérité direct du cycle de l'eau
4. Coûts indirects
- Coût-vérité total du cycle de l'eau
5. Coûts supportés par le consommateur, mais non inclus dans le CV de l'eau
- Coût final de l'eau supporté par le consommateur
- Coût-vérité de l'eau par m³ par activité
- Nb de m³ considérés

§ 3. Ce récapitulatif global devra être ventilé entre les activités de production, de distribution, de collecte (avec distinction tant des égouts et collecteurs d'une part, que des infrastructures destinées au stockage tampon et à la régulation des flux, d'autre part) et d'épuration (avec ventilation par station d'épuration).

§ 4. Les reportings consolidés et le récapitulatif global visés aux paragraphes 2 et 3 seront ensuite transmis par l'Institut pour le 30 septembre de l'année suivant la clôture de l'exercice au ministre en charge de la Politique de l'Eau qui en informe le Gouvernement.

CHAPITRE 12. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 57. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale est abrogé.

Art. 58. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Les premières obligations de reporting visées aux articles 7, 14, 16, 18, 25, 27, 29, 35 et 49 portent sur l'exercice comptable 2015.

Art. 59. Le ministre en charge de la Politique de l'Eau est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 03/12/2015.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

La Ministre du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
Mme C. FREMAULT

Annexes :

- Annexe Ap1
 - Annexe Ap2a
 - Annexe Ap2b
 - Annexe As1
 - Annexe As2a
 - Annexe As2b
 - Annexe I1
 - Annexe I2
 - Annexe KPI
 - Annexe R
-

Annexe Ap1 - Approvisionnement - Actifs immobilisés corporels et incorporels

Classification en comptabilité générale.

Classe 21 :

- Les frais de recherche et développement
- Les concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
- Le goodwill
- Les acomptes versés sur immobilisations incorporelles

Classe 22 :

- Terrains
- Bâtiments (Bâtiments durables (selon type de construction) - Bâtiments légers, abris,...).
- Terrains bâtis.
- Autres droits réels sur immeubles.
- Génie civil technique : ouvrages pour le captage, le transport, le traitement de l'eau potable.

Classe 23 :

- Installations, machines et outillages, canalisations d'adduction.
- Installations électromécaniques : installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation), pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation (électronique, capteurs,...).

Classe 24 :

- Mobilier et matériel roulant.
- Mobilier technique (appareils de laboratoires,...) et matériel technique (engins de travaux publics,...).

Classe 25 :

- Terrains et constructions en leasing.
- Installations, machines et outillages en leasing.
- Mobilier et matériel roulant en leasing.
- Génie civil technique en leasing : ouvrages pour le captage, le transport, le traitement de l'eau potable, canalisations d'adduction, la distribution, le réseau de canalisation, les raccordements.
- Installations électromécaniques en leasing : installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation), pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation en leasing (électronique, capteurs,...).
- Compteurs
- Mobilier technique en leasing (appareils de laboratoires,...) et matériel technique en leasing (engins de travaux publics,...).

Classe 26 :

- Autres immobilisations corporelles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,
Mme C. FREMAULT

Annexe Ap2a - Approvisionnement - Définition des rubriques du reporting « Production »

Les coûts directs de l'activité de production sont répartis en 3 catégories : coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource.

I. Les coûts d'investissements comprennent les amortissements économiques de l'exercice, relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles. Les amortissements économiques permettent de comptabiliser les pertes de valeur, par usure ou obsolescence, des immobilisations, en fonction de la durée de vie de celles-ci.

II. Les coûts d'exploitation directs reprennent les coûts récurrents de fonctionnement des services liés aux prestations techniques utiles à la production d'eau potable de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces coûts de prestations techniques sont ventilés entre les 10 postes suivants :

1. Main d'œuvre
2. Utilisation des engins de chantier
3. Sous-traitance
4. Énergie
5. Matières premières et matériaux
6. Frais de bâtiment
7. Transport et logistique
8. Stockage
9. Valorisation des déchets

- Les coûts de main d'œuvre représentent les coûts engendrés par les prestations techniques réalisées par le personnel propre. Les frais de personnel relatifs aux prestations techniques sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécule divers, charges sociales patronales, assurance-loi, assurances-groupe et autres avantages extra-légaux, autres frais divers) réels.

- Les coûts d'utilisation des engins de chantier reprennent les coûts directs tels que les coûts de location de ces engins, le carburant, les entretiens et réparations, les assurances, les taxes de mises en circulation, etc.

- Les coûts de sous-traitance reprennent les coûts facturés par des sous-traitants engagés par l'acteur, et sont scindés en coûts interact et non-interact. Dès lors, dès qu'un acteur reçoit une facture d'un autre acteur tel que visé à l'article 1^{er} du présent Arrêté, les coûts repris dans cette facture devront impérativement être repris sous cette rubrique, à savoir en frais directs de sous-traitance, pour la catégorie interact.

- Les coûts d'énergie reprennent les charges d'électricité et consommations énergétiques dans le cadre de l'activité de production.

- Les matières premières et matériaux reprennent les coûts directs liés à l'approvisionnement en matières premières pour l'activité de production, autres que l'eau amenée et que l'énergie et comprennent le coût d'achat (au prix moyen pondéré ou autre méthode de valorisation conforme aux règles comptables belges) des pièces placées.

- Les coûts de bâtiments sont les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages directement imputables à l'activité de production, comme les abords, les frais d'électricité, de chauffage, d'eau, de gaz directement liés à l'occupation du bâtiment, les assurances,...

- Les coûts de transport et de logistique

- Les coûts de stockage représentent les frais liés au stockage des matériaux et comprennent les coûts de l'espace de stockage, les coûts de services sur le stock et les coûts de risques sur le stock.

- Les gains découlant de la valorisation des déchets viendront en déduction du coût-vérité direct de la production d'eau potable en Région Bruxelles-Capitale.

III. Les coûts environnementaux et pour la ressource représentent les coûts des dommages causés à l'environnement de par les services liés à l'utilisation de l'eau. Il s'agit du montant des mesures compensatoires à envisager pour endiguer cette problématique. Dans ce cas, est notamment considéré, la redevance et contribution de prélèvement sur les prises d'eau potabilisable.

Le coût-vérité direct de production se compose de la somme du coût-vérité de chacune des 3 catégories de coûts directs (coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource) liés à l'activité de production d'eau potable de la Région Bruxelles-Capitale.

Les coûts interact à éliminer correspondent exactement aux montants repris en coûts directs de sous-traitance Interact, qui seront éliminés lors de la consolidation.

Le coût-vérité direct de la production (interacts éliminés) reprend le montant du « coût-vérité direct de production » duquel les « coûts interact à éliminer » ont été déduits.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,
Mme C. FREMAULT

Annexe Ap2b - Approvisionnement - Définition des rubriques du reporting « Distribution »

Les coûts directs de l'activité de distribution sont répartis en 3 catégories : coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource.

I. Les coûts d'investissements comprennent les amortissements économiques de l'exercice, relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles. Les amortissements économiques permettent de comptabiliser les pertes de valeur, par usure ou obsolescence, des immobilisations, en fonction de la durée de vie de celles-ci.

II. Les coûts d'exploitation directs reprennent les coûts récurrents de fonctionnement des services liés aux prestations techniques utiles à la distribution d'eau potable en Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les coûts relatifs aux relevés des compteurs, à la gestion commerciale et à la rétribution des communes.

a) Les coûts de prestations techniques sont ventilés entre les 10 postes suivants :

1. Main d'œuvre
2. Utilisation des engins de chantier
3. Sous-traitance
4. Énergie
5. Matières premières et matériaux
6. Frais de bâtiment
7. Transport et logistique
8. Stockage
9. Valorisation des déchets

- Les coûts de main d'œuvre représentent les coûts engendrés par les prestations techniques réalisées par le personnel propre. Les frais de personnel relatifs aux prestations techniques sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécule divers, charges sociales patronales, assurance-loi, assurances-groupe et autres avantages extra-légaux, autres frais divers) réels.

- Les coûts d'utilisation des engins de chantier reprennent les coûts directs tels que les coûts de location de ces engins, le carburant, les entretiens et réparations, les assurances, les taxes de mises en circulation, etc.

- Les coûts de sous-traitance reprennent les coûts facturés par des sous-traitants engagés par l'acteur, et sont scindés en coûts interact et non-interact. Dès lors, dès qu'un acteur reçoit une facture d'un autre acteur tel que visé à l'article 1^{er} du présent Arrêté, les coûts repris dans cette facture devront impérativement être repris sous cette rubrique, à savoir en frais directs de sous-traitance, pour la catégorie interact.

- Les coûts d'énergie reprennent les charges d'électricité et consommations énergétiques dans le cadre de l'activité de distribution.

- Les matières premières et matériaux reprennent les coûts directs liés à l'approvisionnement en matières premières pour l'activité de production, autres que l'eau amenée et que l'énergie et comprennent le coût d'achat (au prix moyen pondéré ou autre méthode de valorisation conforme aux règles comptables belges) des pièces placées.

- Les coûts de bâtiments sont les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages directement imputables à l'activité de distribution, comme les abords, les frais d'électricité, de chauffage, d'eau, de gaz directement liés à l'occupation du bâtiment, les assurances,...

- Les coûts de transport et de logistique

- Les coûts de stockage représentent les frais liés au stockage des matériaux et comprennent les coûts de l'espace de stockage, les coûts de services sur le stock et les coûts de risques sur le stock.

- Les gains découlant de la valorisation des déchets viendront en déduction du coût-vérité direct de distribution de l'eau potable en Région Bruxelles-Capitale.

b) Les coûts relatifs aux relevés des compteurs reprennent les prestations réalisées par du personnel propre, clairement identifié à cette tâche et dont le coût comprend les frais relatifs aux prestations du personnel. Les frais de personnel relatifs au relevé des compteurs sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécules divers, charges sociales patronales, assurance-loi, autres frais divers) réels.

c) Les rétributions des communes représentent 50% du montant de la redevance d'abonnement rétrocédée aux communes.

III. Les coûts environnementaux et pour la ressource représentent les coûts des dommages causés à l'environnement de par les services liés à l'utilisation de l'eau. Il s'agit du montant des mesures compensatoires à envisager pour endiguer cette problématique. Dans ce cas, sont notamment considérés, les volumes d'eau perdus sur le réseau de distribution.

Le coût-vérité direct de distribution se compose de la somme du coût-vérité de chacune des 3 catégories de coûts directs (coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource) liés à l'activité de distribution d'eau potable en Région Bruxelles-Capitale.

Les coûts interactifs à éliminer correspondent exactement aux montants repris en coûts directs de sous-traitance Interact, qui seront éliminés lors de la consolidation.

Le coût-vérité direct de distribution (interacts éliminés) reprend le montant du « coût-vérité direct de distribution » duquel les « coûts interactifs à éliminer » ont été déduits.

Remarque : Les coûts supportés par le consommateur, mais ne faisant pas partie du coût-vérité de l'eau sont ventilés en trois catégories : les dotations et reprises de créances douteuses, le fonds social et la quote-part solidarité internationale :

- Les réductions de valeur sur créances douteuses sont constituées conformément à l'article 9 du présent Arrêté ;
- Le fonds social correspond à la contribution à charge de l'acteur exerçant une activité de distribution, calculée sur base des mètres cubes d'eau facturés conformément à l'arrêté du 28 février 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant sur la part des recettes générées par la contribution de l'eau à affecter à des fins sociales.
- La quote-part solidarité internationale est constituée de la part des recettes générées par la contribution de l'eau à réserver par l'acteur de l'eau exerçant une activité de distribution, à des fins de solidarité internationale conformément à l'article 38, § 5, de l'Ordonnance et aux arrêtés pris en exécution de cette disposition.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
Mme C. FREMAULT

Annexe As1 - Assainissement - Actifs immobilisés corporels et incorporels

Classification en comptabilité générale.

Classe 21 :

- Les frais de recherche et développement
- Les concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
- Le goodwill
- Les acomptes versés sur immobilisations incorporelles

Classe 22 :

- Terrains.
- Bâtiments (Bâtiments durables (selon type de construction) - Bâtiments légers, abris,...).
- Terrains bâtis.
- Autres droits réels sur immeubles.
- Le réseau de canalisations, les raccordements,...
- Génie civil technique : ouvrages pour la collecte, le stockage tampon et l'épuration d'eau.

Classe 23 :

- Installations, machines et outillages, canalisations.
- Installations électromécaniques : Pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation (électronique, capteurs,...).
- Compteurs.

Classe 24 :

- Mobilier et matériel roulant.
- Mobilier technique (appareils de laboratoires,...) et matériel technique (engins de travaux publics,...).

Classe 25 :

- Terrains et constructions en leasing.
- Installations, machines et outillages en leasing.
- Mobilier et matériel roulant en leasing.
- Génie civil technique en leasing : ouvrages pour la distribution, le réseau de canalisations, les raccordements,...
- Installations électromécaniques en leasing : pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation en leasing (électronique, capteurs,...).
- Compteurs
- Mobilier technique en leasing (appareils de laboratoires,...) et matériel technique en leasing (engins de travaux publics,...).

Classe 26 :

- Autres immobilisations corporelles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,
Mme C. FREMAULT

Annexe As2a - Assainissement - Définition des rubriques du reporting « Collecte »

Les coûts directs de l'activité de collecte sont répartis en 3 catégories : coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource. A ces coûts directs viendront s'ajouter les coûts indirects ayant été répartis sur l'ensemble des activités.

I. Les coûts d'investissements comprennent les amortissements économiques de l'exercice, relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles. Les amortissements économiques permettent de comptabiliser les pertes de valeur, par usure ou obsolescence, des immobilisations, en fonction de la durée de vie de celles-ci.

II. Les coûts d'exploitation directs reprennent les coûts récurrents de fonctionnement des services liés aux prestations techniques utiles à la collecte d'eau en Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les coûts de rétribution des communes sur base des redevances d'abonnement.

Les coûts de prestations techniques sont ventilés entre les 9 postes suivants :

1. Main d'œuvre
2. Utilisation des engins de chantier
3. Sous-traitance
4. Énergie
5. Matières premières
6. Évacuation des boues
7. Coût de bâtiment
8. Déchets hors boues
9. Valorisation des déchets

- Les coûts de main d'œuvre représentent les coûts engendrés par les prestations techniques réalisées par le personnel propre. Les frais de personnel relatifs aux prestations techniques sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécule divers, charges sociales patronales, assurance-loi, assurances-groupe et autres avantages extra-légaux, autres frais divers) réels.

- Les coûts d'utilisation des engins de chantier reprennent les coûts directs tels que les coûts de location de ces engins, le carburant, les entretiens et réparations, les assurances, les taxes de mises en circulation, etc.

- Les coûts de sous-traitance reprennent les coûts facturés par des sous-traitants engagés par l'acteur, et sont scindés en coûts interact et non-interact. Dès lors, dès qu'un acteur reçoit une facture d'un autre acteur tel que visé à l'article 1^{er} du présent Arrêté, les coûts repris dans cette facture devront impérativement être repris sous cette rubrique, à savoir en frais directs de sous-traitance, pour la catégorie interact.

- Les coûts d'énergie reprennent les charges d'électricité et consommations énergétiques dans le cadre de l'activité de collecte.

- Les matières premières reprennent les coûts directs liés à l'approvisionnement en matières premières pour l'activité de collecte, autres que l'énergie.

- L'évacuation des boues est le coût engendré par la procédure d'évacuation des boues dûes à la réalisation de l'activité de collecte d'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

- Les coûts de bâtiments sont les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages directement imputables à l'activité de collecte, comme les abords, les frais d'électricité, de chauffage, d'eau, de gaz directement liés à l'occupation du bâtiment, les assurances,...

- Les gains découlant de la valorisation des déchets viendront en déduction du coût-vérité direct de collecte de l'eau en Région Bruxelles-Capitale.

Les rétributions des communes représentent 50% du montant de la redevance d'abonnement rétrocédée aux communes.

III. Les coûts environnementaux et pour la ressource représentent les coûts des dommages causés à l'environnement de par les services liés à l'utilisation de l'eau. Il s'agit du montant des mesures compensatoires à envisager pour endiguer cette problématique. Dans ce cas, sont notamment considérés, les volumes d'eaux usées non collectées et/ou collectées mais non envoyées vers les STEP's.

Le coût-vérité direct de collecte se compose de la somme du coût-vérité de chacune des 3 catégories de coûts directs (coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource) liés à l'activité de collecte d'eau en Région Bruxelles-Capitale.

Les coûts interact à éliminer correspondent exactement aux montants repris en coûts directs de sous-traitance Interact, qui seront éliminés lors de la consolidation.

Le coût-vérité direct de collecte (interacts éliminés) reprend le montant du « coût-vérité direct de collecte » duquel les « coûts interact à éliminer » ont été déduits.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
Mme C. FREMAULT

Annexe As2b - Assainissement - Définition des rubriques du reporting « Épuration »

Les coûts directs de l'activité d'épuration sont répartis en 3 catégories : coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource. A ces coûts directs viendront s'ajouter les coûts indirects ayant été répartis sur l'ensemble des activités.

I. Les coûts d'investissements comprennent les amortissements économiques de l'exercice, relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles sous déduction du financement des installations d'épuration supportées par d'autres Régions. Les amortissements économiques permettent de comptabiliser les pertes de valeur, par usure ou obsolescence, des immobilisations, en fonction de la durée de vie de celles-ci.

La quote-part relative aux amortissements des immobilisations de la STEP Nord devra être reprise sous la rubrique : « 1. Coûts d'investissements (directs) > a) amortissements économiques », dans la mesure où il est certain que la propriété de ces immobilisations sera transférée à l'acteur désigné par l'article 19 de l'Ordonnance au terme du contrat de gestion avec son sous-traitant. Le montant de la quote-part relative aux amortissements à prendre en considération dans le coût-vérité de l'eau sera toutefois plafonnée à l'amortissement économique qui aurait dû être calculé au moment de la mise en exploitation de la STEP Nord, à savoir à la valeur d'acquisition initiale des installations divisée par le nombre d'années correspondant à la durée de vie économique totale de ces installations.

II. Les coûts d'exploitation directs reprennent les coûts récurrents de fonctionnement des services liés aux prestations techniques utiles à l'épuration d'eau en Région de Bruxelles-Capitale, prestations techniques scindées en assainissement de l'eau, et en traitement des boues.

La quote-part de l'annuité relative aux frais d'exploitation de la STEP Nord sera reprise sous la rubrique : « 3. Coûts d'exploitation et des infrastructures (directs) > a) Prestations techniques > iii. Sous-traitance.

Pour chacune de ces deux catégories, les coûts de prestations techniques sont ventilés entre les 8 postes suivants :

1. Main d'œuvre
2. Utilisation des engins de chantier
3. Sous-traitance
4. Énergie
5. Matières premières et réactifs
6. Coûts de bâtiment
7. Déchets hors boues
8. Valorisation des déchets

- Les coûts de main d'œuvre représentent les coûts engendrés par les prestations techniques réalisées par le personnel propre. Les frais de personnel relatifs aux prestations techniques sont déterminés sur la base des frais directs (traitement, primes et pécule divers, charges sociales patronales, assurance-loi, assurances-groupe et autres avantages extra-légaux, autres frais divers) réels.

- Les coûts d'utilisation des engins de chantier reprennent les coûts directs tels que les coûts de location de ces engins, le carburant, les entretiens et réparations, les assurances, les taxes de mises en circulation, etc.

- Les coûts de sous-traitance reprennent les coûts facturés par des sous-traitants engagés par l'acteur, et sont scindés en coûts interact et non-interact. Dès lors, dès qu'un acteur reçoit une facture d'un autre acteur tel que visé à l'article 1^{er} du présent arrêté, les coûts repris dans cette facture devront impérativement être repris sous cette rubrique, à savoir en frais directs de sous-traitance, pour la catégorie interact.

- Les coûts d'énergie reprennent les charges d'électricité et consommations énergétiques dans le cadre de l'activité d'épuration.

- Les matières premières et réactifs reprennent les coûts directs liés à l'approvisionnement en matières premières pour l'activité d'épuration, autres que l'énergie.

- Les coûts de bâtiments sont les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages directement imputables à l'activité d'épuration, comme les abords, les frais d'électricité, de chauffage, d'eau, de gaz directement liés à l'occupation du bâtiment, les assurances,...

- Les gains découlant de la valorisation des déchets viendront en déduction du coût-vérité direct d'épuration de l'eau en Région Bruxelles-Capitale.

III. Les coûts environnementaux et pour la ressource représentent les coûts des dommages causés à l'environnement de par les services liés à l'utilisation de l'eau. Il s'agit du montant des mesures compensatoires à envisager pour endiguer cette problématique. Dans ce cas, sont notamment considérées, les pénalités facturées à des sous-traitants pour mauvais assainissement ou le non traitement des eaux usées lors du passage en filière temps pluie.

Le coût-vérité direct d'épuration se compose de la somme du coût-vérité de chacune des 3 catégories de coûts directs (coûts d'investissement, coûts d'exploitation et des infrastructures, coûts environnementaux et pour la ressource) liés à l'activité d'épuration d'eau en Région Bruxelles-Capitale.

Les coûts interact à éliminer correspondent exactement aux montants repris en coûts directs de sous-traitance Interact, qui seront éliminés lors de la consolidation.

Le coût-vérité direct d'épuration (interacts éliminés) reprend le montant du « coût-vérité direct d'épuration » duquel les « coûts interact à éliminer » ont été déduits.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,

Mme C. FREMAULT

Annexe II - Indirects - Actifs immobilisés corporels et incorporels

Classification en comptabilité générale.

Classe 21 :

- Les frais de recherche et développement
- Les concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
- Le goodwill
- Les acomptes versés sur immobilisations incorporelles

Classe 22 :

- Terrains.
- Bâtiments (Bâtiments durables (selon type de construction) - Bâtiments légers, abris,...).
- Terrains bâtis.
- Autres droits réels sur immeubles.
- Le réseau de canalisations, les raccordements,...
- Génie civil technique : ouvrages pour la collecte, le stockage tampon et l'épuration d'eau.

Classe 23 :

- Installations, machines et outillages, canalisations.
- Installations électromécaniques : Pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation (électronique, capteurs,...).
- Compteurs.

Classe 24 :

- Mobilier et matériel roulant.
- Mobilier technique (appareils de laboratoires,...) et matériel technique (engins de travaux publics,...).

Classe 25 :

- Terrains et constructions en leasing.
- Installations, machines et outillages en leasing.
- Mobilier et matériel roulant en leasing.
- Génie civil technique en leasing : ouvrages pour la distribution, le réseau de canalisations, les raccordements,...
- Installations électromécaniques en leasing : pompes, appareils électromécaniques,...
- Organes de régulation en leasing (électronique, capteurs,...).
- Compteurs
- Mobilier technique en leasing (appareils de laboratoires,...) et matériel technique en leasing (engins de travaux publics,...).

Classe 26 :

- Autres immobilisations corporelles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,

Mme C. FREMAULT

Annexe I2 - Indirects - Définition des rubriques du reporting

Les coûts indirects sont ventilés par les acteurs de l'eau en 12 catégories détaillées ci-dessous :

1. Les coûts de personnel représentent les coûts engendrés par les prestations (rémunérations, cotisations patronales et autres frais de personnel, pension de retraite et de survie) ;
2. Les loyers et charges locatives représentent les coûts de locations des bâtiments destinés au service de gestion des ressources de l'eau dans la Région de Bruxelles-Capitale;
3. Les coûts d'investissements comprennent les amortissements économiques de l'exercice, relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles. Les amortissements économiques permettent de comptabiliser les pertes de valeur, par usure ou obsolescence, des immobilisations, en fonction de la durée de vie de celles-ci.
4. Les autres coûts de bâtiment sont les frais de fonctionnement des bâtiments et ouvrages proprement dits et ne rentrant pas dans les catégories « loyers et charges locatives », ou « amortissement du bâtiment », comme par exemple les charges de consommation d'électricité, de chauffage, de gaz, ou d'eau, la taxe d'enlèvement des immondices, ainsi que les éventuelles quotes-parts dans le chauffage, l'éclairage, l'entretien des locaux communs (liste non limitative) ;
5. Les fournitures reprennent les coûts liés à l'approvisionnement en fournitures utiles à l'administration des services de gestion des ressources en eau ;
6. Les charges relatives au fonctionnement du système IT reprennent les coûts liés à l'utilisation de matériel software et hardware relatif à l'administration des services de gestion des ressources en eau, ainsi que les coûts de maintenance, entretien ou réparation de ce type de matériel ;
7. Les frais de communication (téléphone) reprennent les coûts de téléphonie fixe et mobile (matériel téléphonique, abonnements) des acteurs de l'eau liés à la gestion administrative des ressources en eau;
8. Les frais de marketing et publicité reprennent les coûts liés à la communication et au caractère commercial (publicité, études de marché, etc.) et au soutien connexe relatif à l'administration des services de gestion des ressources en eau ;
9. Les assurances diverses représentent les charges relatives aux assurances (assurances non relatives au personnel, assurance incendie, assurance vol, assurance auto, assurance, crédit, assurance frais généraux, assurance extralégale,...)
10. Les charges financières reprennent les charges qui vont de pair avec les opérations financières
11. Les taxes
12. Les autres charges ne rentrant dans aucune des rubriques ci-dessus sont reprises et justifiées sous la rubrique « divers »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
Mme C. FREMAULT

Annexe KPI : Indicateurs de performance

Les indicateurs de performance ont été classés selon sept défis auxquels doivent faire face les acteurs de l'eau :

1. La continuité et la suffisance de l'eau distribuée

	Dénomination	Définitions	Unité	Pilote
1.1	Nombre annuel d'interruptions non-programmées de service	Les interruptions non programmées font référence au nombre de fuites et de travaux non prévus	Nombre	VIVAQUA
1.2	Disponibilité de la ressource	Durée moyenne des autorisations de captage	Années	VIVAQUA
1.3	Continuité du service du réseau d'adduction	Capacité de production maximale par rapport au niveau de pointe historique	%	VIVAQUA
1.3bis	Continuité du service du réseau d'adduction	Capacité de débit de fourniture maximal en Région de Bruxelles-Capitale par rapport au niveau de pointe historique	%	VIVAQUA

2. La qualité de l'eau distribuée

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
2.1	Taux de conformité de l'eau potable de distribution aux analyses impératives	Tel que prévu en annexe A & B de la loi eau potable 2002. Cet indicateur n'inclut pas les plaintes.	%	VIVAQUA
2.2	Taux de conformité de l'eau potable de distribution aux analyses indicatives	Tel que prévu en annexe C de la loi eau potable 2002. Cet indicateur n'inclut pas les plaintes.	%	VIVAQUA

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
2.3	Nombre de plaintes portant sur la qualité de l'eau potable	Nombre de plaintes annuelles dites justifiées – pour lesquelles les responsabilités de HYDROBRU ou de VIVAQUA sont engagées.	Nombre	VIVAQUA
2.4	Taux de plaintes portant sur la qualité de l'eau potable	Rapport entre le nombre de plaintes justifiées et le nombre total de plaintes enregistrées concernant la qualité de l'eau distribuée.	%	VIVAQUA

3. La qualité du réseau d'adduction et de distribution d'eau potable

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
3.1	Consommation électrique dans l'approvisionnement et la distribution d'eau potable en Région Bruxelles-Capitale	Total des consommations haute tension – données disponibles - et basse tension – données obtenues sur base d'une clé de répartition - en approvisionnement et distribution d'eau potable en Région Bruxelles-Capitale. Représente la consommation des installations du réseau de distribution ramenée au m ³ à l'entrée des communes – incluant les consommations non enregistrées	kWh/m ³	VIVAQUA
3.2	Indice linéaire des volumes non enregistrés	Rapport entre les pertes de distribution (pertes réelles et volumes non facturés) en Région Bruxelles-Capitale et les kilomètres de conduites en Région Bruxelles-Capitale	m ³ /km	HYBROBRU.
3.3	Rendement du réseau de distribution	Tel que prévu dans l'EBC Les volumes achetés sont les volumes relevés hebdomadairement par VIVAQUA aux compteurs d'entrée des communes et facturés à HYDROBRU (période de référence est l'année calendrier). Les volumes facturés sont les volumes effectivement facturés par HYDROBRU au cours d'un exercice - ils peuvent porter sur des consommations de l'exercice précédent. Cet indicateur s'analyse de manière tendancielle.	%	HYBROBRU
3.4	Taux annuel de renouvellement des conduites de distribution	Rapport entre les kilomètres de conduites renouvelées et remplacées en Région Bruxelles-Capitale et le total des kilomètres de conduites en Région Bruxelles-Capitale, excluant l'éventuel dédoublement des conduites	%	HYBROBRU
3.5	Taux annuel de renouvellement des branchements	Rapport entre le nombre de branchement renouvelés – un renouvellement étant défini par le remplacement de tout le branchement - en Région Bruxelles-Capitale et le nombre total de branchements en Région Bruxelles-Capitale	%	VIVAQUA
3.6	Taux annuel d'extension du réseau actuel	Rapport entre le nombre de kilomètres d'extension du réseau et le nombre total de kilomètres de conduites	%	VIVAQUA
3.7	Taux du réseau d'adduction en mauvais état	Rapport entre le nombre de kilomètres du réseau d'adduction en mauvais état et le nombre total de kilomètres du réseau d'adduction	%	VIVAQUA
3.8	Taux de réparation du réseau	Rapport entre la longueur du réseau réparé (en km), sur la longueur du réseau en mauvais état (en km)	%	VIVAQUA

4. La qualité du réseau de collecte des eaux résiduaires urbaines et limitation des surverses

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
4.1	Taux de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Rapport entre le nombre de kilomètres de réseau renouvelés et le nombre total de kilomètres du réseau, longueur à prendre en considération en date du 1 ^{er} janvier de l'année N. Par « renouvellement » on entend la réhabilitation des conduites par le remplacement d'éléments en béton, par chemisage, par gunitage ou par pose de coques.	%	HYBROBRU

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
4.2	Taux d'extension du réseau des collectes des eaux usées	Rapport entre nombre de kilomètres d'extension du réseau de collecte des eaux usées sur le total de kilomètres du réseau de collecte des eaux usées	%	HYBROBRU
4.3	Indicateur de débordement d'effluents dans les locaux des usagers	Nombre total de plaintes relatives au débordement de réseau sur base annuelle	Nombre	HYBROBRU
4.4	Indicateur de quantité d'eau usée collectée	Collecte des eaux usées par kilomètre de réseau de collecte des eaux usées. Il n'est en effet pas encore possible de calculer les volumes de surverses, mais un travail d'inventaire des déversoirs va bientôt être entrepris par les acteurs du cycle de l'eau. Le nombre de km considérés est celui utilisé pour l'indicateur 4.1 au 1 ^{er} janvier de l'année N.	m ³ /km	HYDROBRU

5. La qualité de l'épuration des eaux usées

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
5.1	Consommation énergétique dans le traitement des eaux usées	Rapport entre la consommation énergétique totale consommée par la station d'épuration dans le traitement des eaux usées et les m ³ d'eau enregistrés à l'entrée des stations d'épuration sur base annuelle	kWh/m ³	Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau
5.2	Consommation énergétique achetée dans le traitement des eaux usées	Rapport entre la consommation énergétique achetée – n'incluant pas l'énergie produite – par la station d'épuration dans le traitement des eaux usées et les m ³ d'eau enregistrés à l'entrée des stations d'épuration sur base annuelle	kWh/m ³	Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau.
5.3	Intensité d'autocontrôle de la qualité de l'eau rejetée avant traitement	Rapport entre le nombre de tests réalisés avant traitement et le nombre de tests prévus dans le plan d'autocontrôle de la Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau	%	Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau
5.4	Intensité d'autocontrôle de la qualité de l'eau rejetée après traitement	Rapport entre le nombre de tests réalisés après traitement et le nombre de tests prévus dans le plan d'autocontrôle de la Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau	%	Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau
5.5	Taux d'abattement de la charge polluante	Qualité du processus d'épuration par un pourcentage décrivant la demande chimique en oxygène obtenu par le rapport entre différence entre la charge annuelle (en demande chimique en oxygène – DCO) et la charge annuelle en DCO de l'effluent, et la charge annuelle en DCO de l'influent des stations d'épuration	%	Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau
5.6	Tonnes de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières valorisantes	Tonnes de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières valorisantes limitées aux boues définies dans indicateurs wA-015 et wA-016 de l'EBC	Nombre	Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau
5.7	Tonnes de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières non valorisantes	Tonnes de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières non valorisantes limitées aux boues définies dans indicateurs wA-015 et wA-016 de l'EBC	Nombre	Société Bruxelloise de la Gestion de l'Eau

6. La qualité de la connaissance des infrastructures

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
6.1	Densité des logements du réseau de distribution	Rapport entre le nombre de logements sur le nombre de kilomètre du réseau de distribution, incluant l'éventuel dédoublement des conduites	Logements/km	HYBROBRU
6.2	Densité des branchements du réseau de distribution	Rapport entre le nombre de branchements sur le nombre de kilomètre du réseau de distribution, incluant l'éventuel dédoublement des conduites	Branchements/km	HYBROBRU

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
6.3	Taux de conformité de l'âge des compteurs par rapport à la législation	Rapport entre le nombre de compteurs à âge dépassé et le nombre total de compteurs	%	HYBROBRU
6.4	Taux de renouvellement des compteurs	Rapport entre le nombre de compteurs renouvelés et le nombre total de compteurs avant remplacement	%	HYBROBRU
6.5	Pyramide d'âge des compteurs			
a)	0-4 ans	Nombre de compteurs existants dont la date de placement est comprise entre 0 et 4 années	Nombre	HYBROBRU
b)	4-8 ans	Nombre de compteurs existants dont la date de placement est comprise entre 4 et 8 années	Nombre	HYBROBRU
c)	8-12 ans	Nombre de compteurs existants dont la date de placement est comprise entre 8 et 12 années	Nombre	HYBROBRU
d)	12-16 ans	Nombre de compteurs existants dont la date de placement est comprise entre 12 et 16 années	Nombre	HYBROBRU
6.6	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable			
a)	Réseau d'adduction	Longueur en kilomètres du réseau d'adduction ayant fait l'objet d'un état des lieux, divisée par la longueur totale en kilomètres du réseau d'adduction	%	VIVAQUA
b)	Réseau de répartition	Longueur en kilomètres du réseau de répartition ayant fait l'objet d'un inventaire, divisée par la longueur totale en kilomètres du réseau de répartition	%	VIVAQUA
c)	Réseau de distribution	Longueur en kilomètres du réseau de distribution ayant fait l'objet d'un inventaire, divisée par la longueur totale en kilomètres du réseau de distribution	%	HYDROBRU
6.7	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Longueur en kilomètres du réseau de collecte des eaux usées ayant fait l'objet d'un état des lieux, divisée par la longueur totale en kilomètres du réseau de collecte des eaux usées	%	VIVAQUA

7. L'adéquation entre le prix de l'eau et son coût de revient

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
7.1	Consommation d'eau potable par habitant en Région Bruxelles-Capitale	rapport entre m ³ d'eau potable facturés en tarif solidaire en Région Bruxelles-Capitale et le nombre de personnes reprises au Registre National au 1 ^{er} janvier domiciliées aux adresses bénéficiaires du tarif solidaire. Les consommations mixtes étant reprises sous le secteur professionnel	m ³ /habitants	HYBROBRU
7.2	Vente d'eau par kilomètre de réseau de distribution	Rapport entre les m ³ d'eau potable facturés par HYDROBRU et le nombre de kilomètres du réseau de distribution	m ³ /km	HYBROBRU
7.3	Taux de connexion au réseau de collecte des eaux usées	Rapport entre le nombre de logements connectés au réseau de collecte des eaux usées et le nombre de logements raccordés au réseau de distribution	%	VIVAQUA
7.4	Longueur du réseau de collecte non raccordée aux stations d'épuration	Nombre de kilomètres du réseau de collecte qui achemine l'eau directement vers le milieu naturel, sans passage préalable par les stations d'épuration des eaux usées	Nombre	HYDROBRU
7.5	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année de l'exercice considéré	Rapport entre le montant des créances ouvertes, en sachant qu'une facture est considérée comme impayée à compter de deux semaines après son émission et le chiffre d'affaires de l'année N	%	HYBROBRU

	Dénomination	Définition	Unité	Pilote
7.6	Taux de plans de paiements accordés annuellement par abonnés	Rapport entre le nombre de plans de paiement accordés annuellement et le nombre d'abonnés	%	HYBROBRU
7.7	Coût-vérité de distribution standardisé Approvisionnement	Coûts liés à l'approvisionnement, divisés par la quantité de mètres-cube facturés	€/m ³	HYDROBRU
7.8	Coût-vérité de distribution standardisé Assainissement	Coûts liés à l'assainissement (collecte + épuration), divisés par la quantité de mètres-cube facturés	€/m ³	HYDROBRU
7.9	Taux de récupération des coûts d'approvisionnement en eau potable, avant subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité d'approvisionnement (avant subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.10	Taux de récupération des coûts d'approvisionnement en eau potable, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité d'approvisionnement (après subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.11	Taux de récupération des coûts des services publics de collecte des eaux usées, avant subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité de collecte (avant subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.12	Taux de récupération des coûts des services publics de collecte des eaux usées, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité de collecte (après subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.13	Taux de récupération des coûts des services publics d'épuration des eaux usées, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité d'épuration (avant subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.14	Taux de récupération des coûts des services publics d'épuration des eaux usées, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité d'épuration (après subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.15	Taux de récupération des coûts d'assainissement, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité d'assainissement (avant subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.16	Taux de récupération des coûts des services publics d'assainissement, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'activité d'assainissement (après subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.17	Taux de récupération des coûts de l'ensemble des services de l'eau, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'ensemble des services de l'eau (avant subside) et les coûts liés	%	IBGE
7.18	Taux de récupération des coûts de l'ensemble des services de l'eau, après subside	Rapport entre les revenus relatifs à l'ensemble des services de l'eau (après subside) et les coûts liés	%	IBGE

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

Mme C. FREMAULT

Annexe R : Rapport d'assurance indépendant

Rapport d'assurance indépendant

À l'attention de la direction de l'acteur

Mission et responsabilités

Nous avons été chargés par [OPERATEUR](la « Société ») de l'exécution d'une mission d'assurance raisonnable sur les informations reprises dans chacun des reportings et annexes suivants : [Production, Distribution, Collecte, Épuration, Indirects, Interact, Revenus, Taux de récupération, Plan quinquennal d'investissement et de financement, Indicateurs de performance, « les Reportings » ci-après], devant être transmis à l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement en vue de lui permettre d'établir le coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles Capitale, conformément aux dispositions prévues dans l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant un outil de suivi et de rapportage en vue de l'évaluation du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale, modifiant l'Arrêté du 22 janvier 2009 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale. La direction de la Société est responsable des Reportings. En tant que réviseur d'entreprises indépendant, notre responsabilité est de fournir une assurance raisonnable que les Reportings sont conformes aux critères repris dans les dispositions reprises dans l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant un outil de suivi et de rapportage en vue de l'évaluation du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale, modifiant l'Arrêté du 22 janvier 2009 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Étendue de nos travaux

Nos procédures ont été exécutées conformément à la Norme internationale sur les missions d'assurance 3000 Missions d'assurance autres que l'audit ou la revue limitée de données historiques émise par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance de la Fédération internationale des experts-comptables. Cette norme requiert que nos procédures soient planifiées et exécutées en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les Reportings sont conformes aux critères repris dans les dispositions reprises dans l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant un outil de suivi et de rapportage en vue de l'évaluation du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale, modifiant l'Arrêté du 22 janvier 2009 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale. Nos procédures incluent l'examen, par sondages, des éléments probants. Nous estimons que nos procédures constituent une base raisonnable pour notre conclusion.

Conclusion

À notre avis, conclusion à reprendre

[Lieu, date]

[Société du Commissaire-Reviseur]

représentée par :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03/12/2015 établissant un outil de suivi et de reporting en vue de la détermination du coût-vérité de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 établissant un plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,

Mme C. FREMAULT

VERTALING

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31853]

3 DECEMBER 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, artikelen 18, § 6, 38, § 1, en 58;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 januari 2009 tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juni 2015;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juli 2015;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 7 september 2015;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, via het Comité van watergebruikers, gegeven op 9 september 2015;

Gelet op de gendertest uitgevoerd op 21 september 2015 overeenkomstig de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies nr. 58.318/1 van de Raad van State, gegeven op 17 november 2015, in toepassing van artikel 84, § 1, alinea 1, 2°, van de Wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister bevoegd voor het Waterbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Voorafgaande bepalingen*

Afdeling 1. — Voorwerp

Artikel 1. Het huidige besluit beoogt de door de wateractoren toe te passen regels vast te stellen om de reële kostprijs van het water te bepalen, zoals vastgelegd in artikel 38 van de ordonnantie.

Afdeling 2. — Definities

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° "ordonnantie": de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;
- 2° "wateractoren": de rechtspersonen die in welke hoedanigheid tussenkomen in het beheer van de waterkringloop in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
- 3° "Interact (of "I/Act" afgekort)": de verzamelnaam die gebruikt wordt om over de financiële stromen tussen de wateractoren te praten;
- 4° "productie": de onttrekking, de behandeling, het transport en het vervoer van drinkwater gewonnen in of buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de opslag van dit water bestemd voor menselijke consumptie, voor zover het geleverd is of bedoeld is om geleverd te worden door een openbaar distributienet. Het einde van de productieactiviteit wordt vastgesteld op de hoofdmeter van de distributie en valt samen met het begin van het distributienet;
- 5° "distributie": de distributie van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie evenals het operationeel geïntegreerd beheer van de infrastructuur voor die waterdistributie;
- 6° "voorziening": de voorzieningsdienst omvat de zogenaamde productie- en distributieactiviteiten, zoals deze gedefinieerd worden in de zin van onderhavig besluit;
- 7° "opvang": het concept, de opzet en het beheer van de infrastructuur voor de opvang van stedelijk afvalwater, de bufferopslag en de regulering van de stromen, met name de werken en infrastructuur waarvan het debiet bij droog weer gelijk is aan nul;
- 8° "zuivering": het concept, de opzet en het beheer van de infrastructuur voor de behandeling van stedelijk afvalwater;
- 9° "sanering": de saneringsdienst omvat de zogenaamde opvang- en zuiveringsactiviteiten, zoals deze gedefinieerd worden in de zin van onderhavig besluit;
- 10° "omzet": het bedrag van de verkopen en de verlening van diensten aan de eindverbruiker en in verband met de verrichte productie, distributie, opvang en zuivering. De belasting over de toegevoegde waarde en de andere belastingen die direct verbonden zijn aan de omzet, zijn niet in dit bedrag begrepen. Dit bedrag houdt alleen rekening met de daadwerkelijke geleverde prestaties; bijgevolg worden de aan de eindverbruikers gerichte factureringen met betrekking tot nog niet verrichte prestaties niet bij de omzet meegeteld. Het neemt echter wel de daadwerkelijk geleverde prestaties die nog niet gefactureerd werden, mee in aanmerking.
- 11° "vaste activa": bedrijfsinvesteringen eigen aan elke activiteit buiten de activa bestemd voor functionele diensten die in het algemeen gemeenschappelijk zijn voor de voorzienings- en saneringsdiensten;
- 12° "exploitatiepersoneel": het personeel bestemd voor de activiteit op het terrein tegenover het personeel van de functionele diensten werkend voor de voorzienings- en saneringsdiensten;
- 13° "koninklijk besluit van 30 januari 2001": het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen;
- 14° "het Instituut": het Brussels Instituut voor Milieubeheer, opgericht door het koninklijk besluit van 8 maart 1989;
- 15° "rapportering": alle gegevens die aan het Instituut meegedeeld moeten worden door de wateractoren zoals bepaald en uitdrukkelijk geformuleerd in het huidige besluit;
- 16° "rechtstreekse kosten": de kosten die rechtstreeks verband houden met één enkele activiteit (productie, distributie, opvang, zuivering, aanverwant) en die niet het voorwerp moeten uitmaken van een verdeling over deze verschillende activiteiten;
- 17° "onrechtstreekse kosten": de kosten die verband houden met meer dan één activiteit (productie, distributie, opvang, zuivering, aanverwant) en die verdeeld moeten worden over de desbetreffende activiteiten, zoals bepaald bij artikel 5 van het huidige besluit;
- 18° "prestatie-indicatoren": de meetbare elementen die de jaarlijkse verbetering of verslechtering van een factor in kwalitatief of kwantitatief opzicht kunnen bevestigen. De prestatie-indicatoren of kortweg 'KPI' worden in de bijlage voorgesteld en worden op jaarbasis berekend;
- 19° "bijdrage": de door de wateractoren ontvangen inkomsten uit de aan de eindverbruikers bezorgde facturen en de met de zelfproducenten ondertekende saneringscontracten in overeenstemming met artikel 36, § 4, van de ordonnantie;
- 20° "huishoudelijke sector": sector waarvoor het waterverbruik verband houdt met gezinnen en het voorwerp uitmaakt van een progressieve tarifiering;
- 21° "professionele sector": sector die het verbruik omvat van de bedrijven alsook het verbruik van het door de zelfproducenten gewonnen water in het kader van hun professionele activiteiten;
- 22° "verbruik van de bedrijven": verbruik van de professionele sector, wat de sociaaleconomische activiteiten van de primaire en/of secundaire en/of tertiaire sector omvat;
- 23° "zelfproducent": natuurlijke of rechtspersoon die rechtstreeks water verbruikt, dat verkregen werd door oppomping uit de grondwaterlaag, zoals gedefinieerd bij artikel 5, 6° van de ordonnantie;
- 24° "verbruikte volumes": volumes drinkwater die in de loop van het respectieve boekjaar verdeeld worden door de wateractor belast met de distributie aan de eindverbruikers van de huishoudelijke en/of professionele sector;
- 25° "geloosde volumes": volumes water die verdeeld en geloosd worden door de huishoudelijke en/of professionele sector in het gemeentelijke leidingnet dat beheerd wordt door de wateractor die instaat voor de opvang;

- 26° "behandelde volumes": volumes water behandeld door de met de zuivering belaste wateractoren;
- 27° "aanpassing voor vervuilende belasting": terugbetaling of te betalen toeslag aan/door natuurlijke of rechtspersonen die op forfaitaire en/of reële basis onderworpen zijn aan de gewestelijke zuiveringsretributie zoals gedefinieerd in bijlage 3 van het beheerscontract tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer;
- 28° "RWZI": de afkorting die gebruikt wordt om een openbare zuiveringsinstallatie aan te duiden;
- 29° "EBC": de Europese vergelijkende samenwerking (European Benchmarking Co-operation - EBC) is een initiatief op vrijwillige basis zonder winstoogmerk ter verrichting van een voor de watersector bestemde, internationale vergelijkende analyse;
- 30° "leidingwaterbesluit": het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 24 januari 2002 betreffende de kwaliteit van het leidingwater;
- 31° "aanverwante activiteit": elke andere activiteit die door de wateractoren wordt uitgeoefend, naast de productie en/of de distributie en/of de opvang en/of de zuivering.
- 32° "reële kostprijs van het water": de totaliteit van de kosten van de waterdiensten, ten einde rekening te kunnen houden met het beginsel van terugwinning van de kosten.

Afdeling 3. — Algemene beginselen

Art. 3. § 1. Dit besluit omschrijft de toe te passen regels voor de uitwerking van een rapportering per activiteit (productie, distributie, opvang, zuivering en aanverwante activiteiten).

§ 2. Elke wateractor bezorgt het Instituut de in het huidige besluit vastgelegde rapportering voor de activiteiten die hem aanbelangen.

§ 3. De bezorging zal uitsluitend gebeuren via de door het Instituut ter beschikking gestelde informaticatool en in overeenstemming met de bepalingen van het huidige besluit.

§ 4. Elke wateractor laat de rapporteringen bevestigen door een erkende bedrijfsrevisor. Deze laatste vergewist zich van de overeenstemming tussen de analytische en de algemene boekhouding in de rapportering.

§ 5. Het Instituut behoudt een controlebevoegdheid over de tool en de toegepaste berekeningsmethoden krachtens artikel 38 van de ordonnantie en neemt de consolidatie van de bezorgde rapporteringen voor zijn rekening ter bepaling van de reële kostprijs van het water. Hiertoe zullen de bezorgde gegevens onderworpen kunnen worden aan een externe audit die zich over de gegrondheid zal uitspreken van de ingevoerde eigen methodologie van elke wateractor.

Art. 4. De aan de wateractoren opgelegde rapporteringen omvatten:

- een detail van de rechtstreekse kosten per activiteit (productie, distributie, opvang, zuivering, aanverwant) met identificatie van de interacties,
- een detail van de over alle activiteiten verdeelde onrechtstreekse kosten,
- een detail van de interactiestromen,
- een detail van de bijdragen,
- een detail waarmee de terugwinningspercentages van de kosten berekend kunnen worden,
- een vijfjarig prospectief investerings- en financieringsplan,
- alsook een met de prestatie-indicatoren verband houdende bijlage.

De interactiestromen zullen geëlimineerd worden bij de door het Instituut verrichte consolidatie.

Art. 5. § 1. De onrechtstreekse kosten zullen verdeeld worden over de productie-, distributie-, opvang-, zuiverings- en alle overige aanverwante activiteiten op basis van:

- door de wateractoren voorgestelde, relevante verdeelsleutels. Deze moeten in de bijlage bij de rapportering gerechtvaardigd en door het Instituut gevalideerd worden.

- Zo niet, zal er een algemene verdeelsleutel bepaald worden vanaf de volgende gewogen parameters:

o omzet: 25%;

o vaste activa (in nettowaarde): 15%;

o door het rechtstreekse bedrijfspersoneel gepresteerde uren: 60%.

§ 2. De tijdens het eerste boekjaar door de wateractoren voorgestelde verdeelsleutels zullen als referentiesleutels gebruikt worden voor de daaropvolgende boekhoudplannen. Daarna zal elke wijziging van één van deze verdeelsleutels van het ene op het andere jaar altijd gemotiveerd en gerechtvaardigd moeten worden.

Art. 6. De gegevens in verband met de kostprijs van de door de wateractoren geleverde goederen en diensten worden tegen hun aanschaffingswaarde in de rapportering opgenomen.

HOOFDSTUK 2. — Rapportering "Voorziening"

Afdeling 1. — Algemeen beginsel

Art. 7. Elke wateractor die een activiteit uitoefent, die direct of indirect verband houdt met de voorziening van drinkwater voor rekening van een andere wateractor, stelt jaarlijks een rapportering op, eigen aan zijn voorzieningsactiviteit, in overeenstemming met de bepalingen opgenomen bij de afdelingen 2, 3, 4 en 5 van het huidige hoofdstuk

Afdeling 2. — Evaluatieregels

Art. 8. De evaluatieregels die de opstelling van een rapportering "Voorziening" beheren, vloeien voort uit de toepassing van de geldende bepalingen van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen en stemmen overeen met de regels bepaald in artikel 9 van dit besluit.

Art. 9. § 1. In bijlage Ap1 wordt de manier voorgesteld, waarop de materiële en immateriële vaste activa geboekt moeten worden.

§ 2. De afschrijvingen van de materiële en immateriële vaste activa worden berekend op basis van de door elk van de wateractoren vastgelegde methoden. De vastgelegde aflossingsregels zullen in overeenstemming zijn met het boekhoudkundig recht en zullen gerechtvaardigd worden in de bijlage bij de rapportering.

§ 3. De tijdens het eerste boekjaar door de wateractoren voorgestelde aflossingsregels zullen als referentieregels gebruikt worden voor de daaropvolgende rapporteringen. Daarna zal elke wijziging van één van deze regels van het ene op het andere jaar altijd gemotiveerd en gerechtvaardigd moeten worden.

§ 4. Op 1 januari 2016 worden de in § 2 van dit artikel vastgestelde nieuwe aflossingsregels van toepassing op de vaste activa die bestaan tijdens de residuaire aflossingsduur, rekening houdend met de brutowaarde van de niet-gerevalueerde activa zoals vastgesteld op 31 december 2015.

Art. 10. Het boeken van rechtstreekse kosten die niet onder investerings- of exploitatiekosten, subrubriek "andere lasten" vallen, moet in de bijlage bij de rapportering gemotiveerd en gerechtvaardigd worden.

Art. 11. Dubieuze vorderingen worden van de overige commerciële vorderingen gescheiden en maken het voorwerp uit van een waardevermindering bepaald op basis van het bedrag van de facturen die in de loop van het boekjaar als oninvorderbaar werden geboekt. Deze waardevermindering wordt jaarlijks op basis van dezelfde criteria aangepast.

Afdeling 3. — Stramien van de rapportering "Voorziening"

Art. 12. De rapportering "Voorziening" is de consolidatie van de rapporteringen voor de productie- en distributieactiviteiten in overeenstemming met het bij artikel 13 van dit besluit voorziene schema.

Art. 13. De rapportering "Voorziening" ziet er als volgt uit:

1. Investeringskosten:
a. Afschrijvingen
2. Exploitatie- en infrastructuurkosten:
a. Technische prestaties:
i. Werkuren
ii. Gebruik van werfmachines
iii. Onderaanneming
- Bedrag I/Act
- Bedrag zonder I/Act
iv. Energie
v. Grondstoffen en materialen
vi. Gebouwkosten
vii. Transport en logistiek
viii. Opslag
ix. Nuttige toepassing van het afval (-)
b. Opmetingskosten
c. Retributie van de gemeenten
3. Andere lasten
a. Belasting
b. Andere
4. Kosten voor het milieu en de bron
Rechtstreekse reële kostprijs van de dienst
Te elimineren kostprijs I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de dienst na eliminatie I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit uitgedrukt in €/verdeelde m³
5. Door de gebruiker gedragen, maar niet in de reële kostprijs van het water inbegrepen kosten
a. Dubieuze vorderingen
b. Sociaal fonds
c. Internationale solidariteit

Afdeling 4. — Stramien van de rapportering "Productie"

Art. 14. De rapportering "Productie" wordt opgesteld door de wateractoren die een activiteit uitoefenen, die verband houdt met de productie voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in overeenstemming met het bij artikel 15 van dit besluit voorziene schema. De inhoud van de posten van de rapportering "Productie" wordt bepaald in bijlage Ap2a.

Art. 15. De rapportering "Productie" moet afzonderlijk verricht worden voor

- de winningsactiviteiten;
- de transport- en opslagactiviteiten;
- de verdeelactiviteiten;

en ziet er als volgt uit:

1. Investeringskosten:
a. Afschrijvingen
2. Exploitatie- en infrastructuurkosten:
a. Technische prestaties:
i. Werkuren
ii. Gebruik van werfmachines
iii. Onderaanneming
- Bedrag I/Act
- Bedrag zonder I/Act
iv. Energie
v. Grondstoffen en materialen
vi. Gebouwkosten
vii. Transport en logistiek
viii. Opslag
ix. Nuttige toepassing van het afval (-)
3. Andere lasten
a. Belasting
b. Andere
4. Kosten voor het milieu en de bron
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit
Te elimineren kostprijs I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit
Te elimineren kostprijs I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit na eliminatie I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit uitgedrukt in €/geproduceerde m³

Afdeling 5. — Stramien van de rapportering "Distributie"

Art. 16. De rapportering "Distributie" wordt opgesteld door de wateractoren die een activiteit uitoefenen, die verband houdt met de distributie van drinkwater in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in overeenstemming met het bij artikel 17 van dit besluit voorziene schema. De inhoud van de posten van de rapportering "Distributie" wordt bepaald in bijlage Ap2b.

Art. 17. De rapportering "Distributie" ziet er als volgt uit:

1. Investeringskosten:
a. Afschrijvingen
2. Exploitatie- en infrastructuurkosten:
a. Technische prestaties:
i. Werkuren
ii. Gebruik van werfmachines
iii. Onderaanneming
- Bedrag I/Act
- Bedrag zonder I/Act

- iv. Energie
- v. Grondstoffen en materialen
- vi. Gebouwkosten
- vii. Transport en logistiek
- viii. Opslag
- ix. Nuttige toepassing van het afval (-)

	b. Opmetingskosten
	c. Retributie van de gemeenten
3. Andere lasten	
	a. Belasting
	b. Andere
4. Kosten voor het milieu en de bron	
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit	
Te elimineren kostprijs I/Act	
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit na eliminatie I/Act	
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit uitgedrukt in €/verdeelde m³	

HOOFDSTUK 3. — Rapportering "Sanering"

Afdeling 1. — Algemeen beginsel

Art. 18. Elke wateractor die een activiteit uitoefent, die verband houdt met de sanering van stedelijk afvalwater, stelt jaarlijks een rapportering op, eigen aan zijn saneringsactiviteit, in overeenstemming met de bepalingen opgenomen bij de afdelingen 2, 3, 4 en 5 van het huidige hoofdstuk.

Afdeling 2. — Evaluatieregels

Art. 19. De evaluatieregels die de opstelling van de rapportering "Sanering" beheren, vloeien voort uit de toepassing van de geldende bepalingen van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen en stemmen overeen met de regels bepaald in artikel 20 van dit besluit.

Art. 20. § 1. In bijlage As1 wordt de manier voorgesteld, waarop de materiële en immateriële vaste activa geboekt moeten worden.

§ 2. De afschrijvingen van de materiële en immateriële vaste activa worden berekend op basis van de door elk van de wateractoren vastgelegde methoden. De vastgelegde aflossingsregels zullen in overeenstemming zijn met het boekhoudkundig recht en zullen gerechtvaardigd worden in de bijlage bij de rapportering.

§ 3. De tijdens het eerste boekjaar door de wateractoren voorgestelde aflossingsregels zullen als referentieregels gebruikt worden voor de daaropvolgende rapporteringen. Daarna zal elke wijziging van één van deze regels van het ene op het andere jaar altijd gemotiveerd en gerechtvaardigd moeten worden.

§ 4. Op 1 januari 2016 worden de in § 2 van dit artikel vastgestelde nieuwe aflossingsregels van toepassing op de vaste activa die bestaan tijdens de residuaire aflossingsduur, rekening houdend met de brutowaarde van de niet-gerevalueerde activa zoals vastgesteld op 31 december 2015.

Art. 21. Het boeken van rechtstreekse kosten die niet onder investerings- of exploitatiekosten, subrubriek "andere lasten" vallen, moet in de bijlage bij de rapportering gemotiveerd en gerechtvaardigd worden.

Afdeling 3. — Stramien van de rapportering "Sanering"

Art. 22. De rapportering "Sanering" is de consolidatie van de rapporteringen voor de opvang- en zuiveringsactiviteiten in overeenstemming met het bij artikel 24 van dit besluit voorziene schema.

Art. 23. In overeenstemming met het dienstencontract voor sanering van 21 december 2007 tussen de BMWB en AQUAFIN wordt er rekening gehouden met de kosten van de saneringsactiviteit tussen het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De bijdrage van elk gewest is verdeeld op basis van de verdeelsleutels van de kosten voor de werken voor de sanering van het deelstroomgebied 'Noord' (Zenne en Woluwe) en het deelstroomgebied 'Zuid'.

- Voor het deelstroomgebied 'Noord' : het Vlaams Gewest is verschuldigd aan het Brussel Hoofdstedelijk Gewest van 15,7% van de totale kosten voor de sanering van dit deelstroomgebied;

- Voor het deelstroomgebied 'Zuid' : het Vlaams Gewest is verschuldigd aan het Brussel Hoofdstedelijk Gewest van 11,68% van de totale kosten voor de sanering van dit deelstroomgebied.

Art. 24. De rapportering "Sanering" ziet er als volgt uit:

1. Investeringskosten:
a. Afschrijvingen
2. Exploitatie- en infrastructuurkosten:
a. Technische prestaties:
i. Werkuren
ii. Gereedschap en gebruik van werfmachines
iii. Onderaanneming
- Bedrag I/Act
- Bedrag zonder I/Act
iv. Energie
v. Grondstoffen en reagentia
vi. Afvoer van slib
vii. Gebouwkosten
viii. Afval zonder slib
ix. Nuttige toepassing van het afval (-)
b. Retributie van de gemeenten
3. Andere lasten
a. Belasting
b. Andere
4. Kosten voor het milieu en de bron
Rechtstreekse reële kostprijs van de dienst
Te elimineren kostprijs I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de dienst na eliminatie I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de dienst uitgedrukt in €/geloosde m³

Afdeling 4. — Stramien van de rapportering "Opvang"

Art. 25. De rapportering "Opvang" wordt opgesteld door de wateractoren die een activiteit uitoefenen, die verband houdt met de opvang van stedelijk afvalwater in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in overeenstemming met het bij artikel 26 van dit besluit voorziene schema en onverminderd artikel 23 van dit besluit.

De inhoud van de posten van de rapportering "Opvang" wordt bepaald in bijlage As2a.

Art. 26. De rapportering "Opvang" moet afzonderlijk verricht worden voor

- de infrastructuren voor bufferopslag en regulering van de stromen;
- de riolen en collectoren;

en ziet er als volgt uit:

1. Investeringskosten:
a. Afschrijvingen
2. Exploitatie- en infrastructuurkosten:
a. Technische prestaties:
i. Werkuren
ii. Gebruik van werfmachines
iii. Onderaanneming
- Bedrag I/Act
- Bedrag zonder I/Act

- iv. Energie
- v. Grondstoffen
- vi. Afvoer van slib
- vii. Gebouwkosten
- viii. Afval zonder slib
- ix. Nuttige toepassing van het afval (-)

b. Retributie van de gemeenten

3. Andere lasten

a. Belasting

b. Andere

4. Kosten voor het milieu en de bron

Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit
--

Te elimineren kostprijs I/Act

Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit na eliminatie I/Act
--

Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit uitgedrukt in €/geloosde m³

Afdeling 5. — Stramien van de rapportering "Zuivering"

Art. 27. De rapportering "Zuivering" wordt opgesteld door de wateractoren die een activiteit uitoefenen, die verband houdt met de zuivering van het stedelijk afvalwater van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in overeenstemming met het bij artikel 28 van dit besluit voorziene schema en onverminderd artikel 23 van dit besluit.

De inhoud van de posten van de rapportering "Zuivering" wordt bepaald in bijlage As2b.

Art. 28. De rapportering "Zuivering" moet opgesteld worden voor elke zuiveringsinstallatie en ziet er als volgt uit:

1. Investeringskosten:

a. Afschrijvingen

2. Exploitatie- en infrastructuurkosten:
--

a. Technische prestaties: Behandeling van het water

- i. Werkuren
- ii. Gereedschap en gebruik van werfmachines
- iii. Onderaanneming
 - Bedrag I/Act
 - Bedrag zonder I/Act
- iv. Energie
- v. Grondstoffen en reagentia
- vi. Gebouwkosten
- vii. Afval zonder slib
- viii. Nuttige toepassing van het afval (-)

b. Technische prestaties: Behandeling en wegvoering van het slib
--

- i. Werkuren
- ii. Gereedschap en gebruik van werfmachines
- iii. Onderaanneming
 - Bedrag I/Act
 - Bedrag zonder I/Act
- iv. Energie
- v. Grondstoffen en reagentia
- vi. Gebouwkosten
- vii. Afval zonder slib
- viii. Nuttige toepassing van het afval (-)

3. Andere lasten
a. Belasting
b. Andere
4. Kosten voor het milieu en de bron
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit
Te elimineren kostprijs I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit na eliminatie I/Act
Rechtstreekse reële kostprijs van de activiteit uitgedrukt in €/behandelde m³

HOOFDSTUK 4. — *Onrechtstreekse kosten*

Afdeling 1. — Algemeen beginsel

Art. 29. Naast de rapporteringen in verband met de rechtstreekse kosten, opgenomen in de hoofdstukken 2 en 3 van onderhavig besluit, stelt elke actor ook een rapportering van de door hem gedragen onrechtstreekse kosten op, evenals van de parameters waarmee de verdeelsleutels bepaald kunnen worden, zoals vastgelegd bij artikel 5 van het huidige besluit.

Afdeling 2. — Evaluatieregels

Art. 30. De door de wateractoren meegedeelde onrechtstreekse kosten worden opgenomen ten belope van het bedrag van de onrechtstreekse kosten die aan de periode toegewezen kunnen worden, waarvoor de rapportering wordt opgesteld.

Art. 31. Het Instituut telt alle onrechtstreekse kosten op en verdeelt deze over alle activiteiten in overeenstemming met de regel die bij artikel 5 van onderhavig besluit bepaald werd.

Afdeling 3. — Stramien van de rapportering "Onrechtstreekse kosten"

Art. 32. De rapportering "Onrechtstreekse kosten" wordt opgemaakt per activiteit door alle wateractoren die onrechtstreekse kosten te dragen hebben. De inhoud van de posten van de rapportering "Onrechtstreekse kosten" wordt bepaald in bijlage I2.

Art. 33. De rapportering "Onrechtstreekse kosten" ziet er als volgt uit:

1. Personeelskosten (op payroll en uitzendkrachten)
2. Huurgelden en huurlasten
3. Investeringskosten
4. Andere gebouwkosten
5. Leveringen
6. Lasten in verband met de werking van het IT-systeem (uitgezonderd personeel)
7. Communicatie (uitgezonderd personeel)
8. Marketing en reclame (uitgezonderd personeel)
9. Diverse verzekeringen
10. Financiële lasten
11. Belastingen
12. Diversen

Art. 34. De bij de onrechtstreekse kosten opgenomen bedragen worden verdeeld op basis van de verdeelsleutels die bij artikel 5 van onderhavig besluit bepaald werden. De gegevens die bij artikel 5 van het huidige besluit beoogd worden, zullen apart verstrekt moeten worden door elke wateractor voor de productie- en distributieactiviteiten, voor de riolen en collectoren, voor de infrastructuren voor bufferopslag en regulering van de stromen, voor elk van de zuiveringsinstallaties afzonderlijk alsook voor elke opgenomen aanverwante activiteit in overeenstemming met hoofdstuk 5.

HOOFDSTUK 5. — *Aanverwante activiteiten**Afdeling 1. — Algemeen beginsel*

Art. 35. De rapportering "Aanverwante activiteiten" wordt opgesteld door de wateractoren die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een met de productie-, distributie-, opvang- en/of zuiveringsactiviteit parallel lopend activiteit uitoefenen, in overeenstemming met het bij artikel 36 van dit besluit voorziene schema.

Art. 36. De rapportering "Aanverwante activiteiten" ziet er als volgt uit:

1. Investeringskosten:
a. Afschrijvingen
2. Exploitatie- en infrastructuurkosten:
a. Technische prestaties:
i. Werkuren
ii. Gebruik van werfmachines
iii. Energie
iv. Grondstoffen en materialen
v. Gebouwkosten
vi. Transport en logistiek
vii. Opslag
viii. Verwijdering van het afval
ix. Nuttige toepassing van het afval (-)
3. Andere lasten
a. Belasting
b. Andere
Rechtstreekse kostprijs van de activiteit
Bruto-inkomsten van de activiteit
Netto-inkomsten van de activiteit

HOOFDSTUK 6. — *"Interact"**Afdeling 1. — Algemene beginselen*

Art. 37. Voorafgaand aan de verzending van de door de bedrijfsrevisor bevestigde rapportering moeten de wateractoren er zich van vergewissen dat de in hun rapportering "Interact" opgenomen bedragen, geen verschillen vertonen met die van de andere wateractoren.

Art. 38. Deze bedragen zullen geëlimineerd worden in de rapportering van de rechtstreekse kosten per activiteit. Het instituut gaat na of de door de verschillende wateractoren aangegeven bedragen geen verschillen vertonen en of ze overeenstemmen met de bedragen vermeld in de rapporteringen van de rechtstreekse kosten per activiteit, onder de rubriek "Onderaanneming – Interact".

Afdeling 2. — Exploitatie

Art. 39. Elke wateractor stelt individueel en op jaarbasis een rapportering op van de interacttransacties die in de loop van het boekjaar plaatsvonden, zowel qua inkomsten als qua exploitatiekosten.

Afdeling 3. — Investeringskosten

Art. 40. Elke wateractor stelt individueel en op jaarbasis een rapportering op van de interacttransacties die in de loop van het boekjaar plaatsvonden, zowel qua inkomsten als qua investeringskosten.

HOOFDSTUK 7. — *Bijdrage**Afdeling 1. — Algemene beginselen*

Art. 41. De wateractor belast met de eindfacturering aan de klant deelt het Instituut de in m³ uitgedrukte, gefactureerde hoeveelheden mee, alsook de overeenkomstige bedragen en dat voor elk van de toegepaste tariefroosters, door daarbij minstens het progressief tarief te vermelden, dat voor de huishoudelijke sector gehanteerd wordt, en het lineaire tarief dat voor de professionele sector geldt.

Art. 42. De wateractoren belast met de zuivering delen het Instituut de in m³ uitgedrukte hoeveelheden mee, alsook de overeenkomstige bedragen, die aan de zelfproducenten gefactureerd worden, waarmee er een sanerings-overeenkomst gesloten werd.

HOOFDSTUK 8. — *Terugwinningspercentage van de kosten**Afdeling 1. — Algemeen beginsel*

Art. 43. Elke wateractor deelt het Instituut de gegevens mee in verband met de ontvangen inkomsten voor de productie-, distributie-, opvang- en zuiveringsactiviteiten alsook de met deze activiteiten verband houdende hoeveelheden.

Afdeling 2. — Evaluatieregels

Art. 44. De eindkosten die door de verbruiker gedragen worden, zoals deze uit de met de kosten verband houdende rapporteringen voortvloeien, zullen als volgt uitgesplitst worden per sector:

- Productie: hier wordt een onderscheid gemaakt naar rato van de verbruikte volumes tussen enerzijds de huishoudelijke en anderzijds de professionele sector;

- Distributie: hier wordt een onderscheid gemaakt naar rato van de verbruikte volumes tussen enerzijds de huishoudelijke en anderzijds de professionele sector. De professionele sector zal daarbij zelf nog verder onderverdeeld worden in kleine (< 5.000 m³) en grote verbruikers (> 5.000 m³);

- Opvang: hier wordt een onderscheid gemaakt naar rato van de geloosde volumes tussen enerzijds de huishoudelijke en anderzijds de professionele sector.

- Zuivering: hier wordt een onderscheid gemaakt naar rato van de behandelde volumes tussen enerzijds de huishoudelijke en anderzijds de professionele sector. De professionele sector zal daarbij zelf nog verder onderverdeeld worden in het verbruik van bedrijven en zelfproducenten. En bij het verbruik van bedrijven zal apart ook de aanpassing voor vervuilende belasting geïdentificeerd worden.

Art. 45. De inkomsten die afkomstig zijn van de bijdrage van de verbruikers, de abonnementsgelden en de aan derden gefactureerde werken, zullen uitgesplitst worden per sector op basis van dezelfde aandelen als die welke bij artikel 44 vermeld worden.

Art. 46. § 1. De ontvangen subsidies zullen van hun kant niet uitgesplitst worden per sector.

§ 2. De subsidies die de wateractoren krijgen, die hun activiteit buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitoefenen, zullen naar rato van de voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bestemde volumes toegewezen moeten worden.

Afdeling 3. — Stramien van de rapportering "Terugwinningspercentage van de kosten"

Art. 47. De rapportering "Terugwinningspercentage van de kosten" ziet er als volgt uit, voor het gedeelte dat verband houdt met de kosten en hoeveelheden:

Eindkostprijs van het water, gedragen door de verbruiker						
Kosten verbonden aan het sociaal fonds (alleen huishoudelijk) en de internationale solidariteit						
Eindkostprijs buiten sociaal fonds en internationale solidariteit						
	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel
		< 5.000 m ³ > 5.000 m ³			Aanpassing voor vervuilende belasting Zelfproducenten	Aanpassing voor vervuilende belasting Zelfproducenten
Volumes gebruikt voor de sectorale verdeling (m ³)	Verbruikte volumes	Verbruikte volumes	Voorziene volumes	Geloosde volumes	Behandelde volumes	Gesaneerde volumes
	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel	Huishoudelijk Professioneel
		< 5.000 m ³ > 5.000 m ³	< 5.000 m ³ > 5.000 m ³		Aanpassing voor vervuilende belasting Zelfproducenten	Aanpassing voor vervuilende belasting Zelfproducenten

Art. 48. De rapportering "Terugwinningspercentage van de kosten" ziet er als volgt uit, voor het gedeelte dat verband houdt met de inkomsten en de berekening van het terugwinningspercentage:

Inkomsten							
Dienst		Voorziening			Sanering		
	Activiteit	Productie	Distributie	Totaal	Opvang	Zuivering	Totaal
I.	Facturering aan de eindverbruiker (*): de waterverkopen omvatten hier het sociaal fonds	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk
		Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel
			< 5.000 m ³ > 5.000 m ³				Aanpassing voor vervuulende belasting Zelfproducenten
I.a.	Sociaal fonds Provisie van 0,03 €/m ³	-	-	Totaal	-	-	-
		-	-	Huishoudelijk	-	-	-
		-	-	Professioneel	-	-	-
I.b.	Internationale solidariteit Provisie van 0,005 €/m ³	-	-	Totaal	-	-	-
		-	-	Huishoudelijk	-	-	-
		-	-	Professioneel	-	-	-
I.c.	Dienstverlening (**): de waterverkopen worden hier exclusief bedoeld	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk
		Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel
			< 5.000 m ³ > 5.000 m ³				Aanpassing voor vervuulende belasting Zelfproducenten
II.	Abonnementsgeld		Totaal (50%)	Totaal (50%)	Totaal (50%)		Totaal (50%)
			Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk		Huishoudelijk
			Professioneel	Professioneel	Professioneel		Professioneel
III.	Aan derden gefactureerde werken		Totaal	Totaal	Totaal	Totaal	Totaal
			Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk	Huishoudelijk
			Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel	Professioneel
	Totaal van de Bijdrage van de economische sectoren						
	uitgedrukt in % van de kosten						
IV.	Subsidies						

	N+1		N+2		N+3		N+4		N+5		5 jaar	
	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot	K€	% tot
Categorie 1												
Categorie 2												
Categorie 3												
Categorie 4												
Categorie 5												
Categorie 6												
...												
Uitbreidingsinvesteringen												
Categorie 1												
Categorie 2												
Categorie 3												
Categorie 4												
Categorie 5												
Categorie 6												
...												
TOTAAL investering												
% over de 5 jaar												
Subsidies												
Bankleningen												
Eigen middelen												
TOTAAL financiering	-		-		-		-		-		-	
Verificatie	ok		ok		ok		ok		ok		ok	

HOOFDSTUK 10. — *Prestatie-indicatoren**Afdeling 1. — Algemene beginselen*

Art. 53. De voor de berekening van de prestatie-indicatoren benodigde informatie zal aan het Instituut bezorgd moeten worden door de in de KPI-bijlage bij onderhavig besluit vermelde "proefactor" en dat binnen dezelfde termijnen als die welke voorzien zijn bij artikel 56 van het huidige besluit voor de rapporteringen. De aan het Instituut te bezorgen prestatie-indicatoren en gegevens worden opgelijst in de KPI-bijlage bij het huidige besluit.

Art. 54. Het Instituut geef alle indicatoren ter informatie door aan de minister bevoegd voor Waterbeleid.

Art. 55. De lijst van de prestatie-indicatoren zoals deze in de KPI-bijlage wordt voorgesteld, kan herzien worden door de minister bevoegd voor Waterbeleid, voor zover de verschillende wateractoren daarbij geraadpleegd worden en voor zover economische, structurele of organisatorische redenen dit rechtvaardigen.

HOOFDSTUK 11. — *Uitvoering, informatie en overdracht*

Art. 56. § 1. Elk jaar dienen de wateractoren tegen 30 juni van het jaar dat volgt op de afsluiting van het boekjaar, de in onderhavig besluit voorziene en door een bedrijfsrevisor bevestigde rapporteringen in bij het Instituut. Hiertoe zal de door elke wateractor aangestelde bedrijfsrevisor een rapport van onafhankelijke verzekering opstellen, in overeenstemming met het model dat in bijlage R bij dit besluit wordt voorgesteld. Deze opdracht komt bovenop zijn opdracht tot attestering van de statutaire jaarrekening.

§ 2. Het Instituut consolideert de bevestigde rapporteringen en elimineert de Interacttransacties, zodanig dat het een globale samenvatting van de reële kostprijs verkrijgt, die er als volgt uitziet:

1. Coûts d'investissements (directs)
2. Coûts d'exploitation et des infrastructures (directs)
3. Coûts environnements aux (directs)
- Coûts-vérité direct du cycle de l'eau
4. Coûts indirects
- Coût-vérité total du cycle de l'eau
5. Coûts supportés par le consommateur, mais non inclus dans le CV de l'eau
- Coût final de l'eau supporté par le consommateur
- Coût-vérité de l'eau par m³ par activité
- Nb de m³ considérés

§ 3. Deze globale samenvatting zal uitgesplitst moeten worden in productie-, distributie-, opvang- (met onderscheid van zowel de riolen en collectoren enerzijds als de infrastructures voor bufferopslag en regulering van de stromen anderzijds) en zuiveringsactiviteiten (met verdere onderverdeling per zuiveringsinstallatie).

§ 4. De geconsolideerde rapporteringen en de globale samenvatting die bij de paragrafen 2 en 3 beoogd worden, zullen vervolgens door het Instituut tegen 30 september van het jaar dat volgt op de afsluiting van het boekjaar, aan de minister bevoegd voor Waterbeleid bezorgd worden, die er de Regering over zal informeren.

HOOFDSTUK 12. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 57. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 januari 2009 tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

Art. 58. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016. De eerste rapporteringsverplichtingen bedoeld bij de artikelen 7, 14, 16, 18, 25, 27, 29, 35 en 49 hebben betrekking op het boekjaar 2015.

Art. 59. De minister bevoegd voor Waterbeleid is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 3 december 2015.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Rudi VERVOORT

De Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,
Céline FREMAULT

Bijlagen:

- Bijlage Ap1
 - Bijlage Ap2a
 - Bijlage Ap2b
 - Bijlage As1
 - Bijlage As2a
 - Bijlage As2b
 - Bijlage I1
 - Bijlage I2
 - Bijlage KPI
 - Bijlage R
-

Bijlage Ap1 - Voorziening - Materiële en immateriële vaste activa

Rangschikking in algemene boekhouding.

Klasse 21:

- Onderzoeks- en ontwikkelingskosten.
- Concessies, octrooien, licenties, knowhow, merken en soortgelijke rechten.
- Goodwill.
- Vooruitbetalingen op immateriële onroerende goederen.

Klasse 22:

- Terreinen.
- Gebouwen (duurzame gebouwen (volgens bouwtype) - lichte gebouwen, schuilplaatsen,...).
- Bebouwde terreinen.
- Andere zakelijke rechten op onroerende goederen.
- Technische burgerlijke bouwkunde : installaties voor winning, vervoer en behandeling van drinkwater.

Klasse 23:

- Installaties, machines en gereedschap, toevoerleidingen.
- Elektromechanische installaties: installaties voor de behandeling van drinkwater (uitgezonderd burgerlijke bouwkunde en regulering), pompen, elektromechanische apparatuur,...
- Reguleringsorganen (elektronisch, sensoren,...).

Klasse 24:

- Meubilair en rollend materieel.
- Technisch meubilair (laboratoriumapparatuur,...) en technisch materiaal (machines voor openbare werken,...).

Klasse 25:

- Terreinen en bouwwerken in leasing.
- Installaties, machines en gereedschap in leasing.
- Meubilair en rollend materieel in leasing.
- Technische burgerlijke bouwkunde in leasing: installaties voor winning, vervoer, behandeling van drinkwater, toevoerleidingen, distributie, leidingnet, aansluitingen.
- Elektromechanische installaties in leasing: installaties voor behandeling van drinkwater (uitgezonderd burgerlijke bouwkunde en regulering), pompen, elektromechanische apparatuur, ...
- Reguleringsorganen in leasing (elektronisch, sensoren,...).
- Meters.
- Technisch meubilair (laboratoriumapparatuur,...) in leasing en technisch materiaal (machines voor openbare werken, ...) in leasing.

Klasse 26:

- Andere materiële onroerende goederen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage Ap2a - Voorziening - Bepaling van de rubrieken van de rapportering "Productie"

De rechtstreekse kosten van de productieactiviteit worden onderverdeeld in 3 categorieën: investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, en milieu- en bronkosten.

I. De investeringskosten omvatten de economische afschrijvingen van het boekjaar met betrekking tot de materiële en immateriële onroerende goederen. Door de economische afschrijvingen kunnen de aan slijtage of veroudering te wijten waardeverliezen van de onroerende goederen geboekt worden, in functie van hun levensduur.

II. De rechtstreekse exploitatiekosten omvatten de terugkerende werkingskosten van de diensten die verband houden met de voor de drinkwaterproductie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nuttige technische prestaties. Deze technische prestatiekosten worden uitgesplitst in de volgende 10 posten:

1. Werkuren
2. Gebruik van werfmachines
3. Onderaanneming
4. Energie
5. Grondstoffen en materialen
6. Gebouwkosten
7. Transport en logistiek
8. Opslag
9. Nuttige toepassing van het afval

- Met kosten op het vlak van werkuren wordt bedoeld op de kosten van de technische prestaties die door het eigen personeel geleverd worden. De personeelskosten met betrekking tot de technische prestaties worden bepaald op basis van de reële rechtstreekse kosten (salaris, diverse premies en vakantietoelagen, patronale socialezekerheidsbijdragen, wetsverzekering, groepsverzekering en andere extralegale voordelen, andere diverse kosten).

- De kosten voor het gebruik van werfmachines omvatten de rechtstreekse kosten, zoals de huurkosten van deze machines, de brandstof, het onderhoud en de herstellingen, de verzekeringen, de belastingen op inverkeerstelling, enz.

- De onderaannemingskosten omvatten de kosten die gefactureerd worden door de door de actor ingeschakelde onderaannemers en worden verder onderverdeeld in interact- en non-interactkosten. Vandaar dat, zodra een actor een factuur van een andere actor ontvangt zoals bedoeld bij artikel 1 van het huidige Besluit, de in deze factuur opgenomen kosten absoluut onder deze rubriek opgenomen zullen moeten worden en dat met name bij rechtstreekse onderaannemingskosten voor de interactcategorie.

- De energiekosten omvatten de kosten voor elektriciteit en energieverbruik in het kader van de productieactiviteit.

- Grondstoffen en materialen omvatten de rechtstreekse kosten in verband met de toevoer van andere grondstoffen voor de productieactiviteit dan water en energie en omvatten de aankoopprijs (gewogen gemiddelde prijs of andere valorisatiemethode in overeenstemming met de Belgische boekhoudkundige regels) van de geplaatste stukken.

- De gebouwkosten zijn de werkingskosten van de gebouwen en werken die rechtstreeks toegewezen kunnen worden aan de productieactiviteit, zoals de directe omgeving, de kosten op het vlak van elektriciteit, verwarming, water en gas die rechtstreeks verband houden met het gebruik van het gebouw, de verzekeringen, ...

- De kosten inzake transport en logistiek.

- Met opslagkosten wordt bedoeld op de kosten gekoppeld aan de opslag van de materialen. Ze omvatten de kosten van de opslagruimte, de kosten van de diensten die er ten aanzien van de voorraad geleverd worden en de risicokosten met betrekking tot de voorraad.

- De winsten die uit de nuttige toepassing van het afval voortvloeien, zullen in mindering gebracht worden van de rechtstreekse reële kostprijs van de drinkwaterproductie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

III. Met de kosten voor het milieu en de bron wordt bedoeld op de kosten van de schade die aan het milieu berokkend wordt door de aan het watergebruik gekoppelde diensten. Het gaat om het bedrag van de compenserende maatregelen die voorzien moeten worden om deze problematiek in te dijken. In dit geval wordt daarbij in het bijzonder bedoeld op de retributie en heffing voor de winningen van tot drinkwater verwerkbaar water.

De rechtstreekse reële productiecostprijs bestaat uit de som van de reële kostprijs van elk van de 3 categorieën van rechtstreekse kosten (investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, kosten voor het milieu en de bron) die verband houden met de drinkwaterproductie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De te elimineren interactkosten stemmen precies overeen met de bedragen die bij de rechtstreekse interactonderaannemingskosten zijn opgenomen en die bij de consolidatie geëlimineerd zullen worden.

Met de rechtstreekse reële kostprijs van de productie (na eliminatie van de interact) wordt bedoeld op het bedrag van de "rechtstreekse reële productiecostprijs" waarvan de "te elimineren interactkosten" werden afgetrokken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage Ap2b - Voorziening - Bepaling van de rubrieken van de rapportering "Distributie"

De rechtstreekse kosten van de distributieactiviteit worden onderverdeeld in 3 categorieën: investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, en milieu- en bronkosten.

I. De investeringskosten omvatten de economische afschrijvingen van het boekjaar met betrekking tot de materiële en immateriële onroerende goederen. Door de economische afschrijvingen kunnen de aan slijtage of veroudering te wijten waardeverliezen van de onroerende goederen geboekt worden, in functie van hun levensduur.

II. De rechtstreekse exploitatiekosten omvatten de terugkerende werkingskosten van de diensten die verband houden met de voor de drinkwaterdistributie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nuttige technische prestaties, alsook de kosten in verband met de meteropnemingen, het commercieel beheer en de retributie van de gemeenten.

a) Deze technische prestatiekosten worden uitgesplitst in de volgende 10 posten:

1. Werkuren
2. Gebruik van werfmachines
3. Onderaanneming
4. Energie
5. Grondstoffen en materialen
6. Gebouwkosten
7. Transport en logistiek
8. Opslag
9. Nuttige toepassing van het afval

- De kosten aan werkuren vertegenwoordigen de kosten veroorzaakt door de technische prestaties die door het eigen personeel geleverd worden. De personeelskosten met betrekking tot de technische prestaties worden bepaald op basis van de reële rechtstreekse kosten (salaris, diverse premies en vakantietoelagen, patronale socialezekerheidsbijdragen, wetsverzekering, groepsverzekering en andere extralegale voordelen, andere diverse kosten).

- De kosten voor het gebruik van werfmachines omvatten de rechtstreekse kosten, zoals de huurkosten van deze machines, de brandstof, het onderhoud en de herstellingen, de verzekeringen, de belastingen op inverkeerstelling, enz.

- De onderaannemingskosten omvatten de kosten die gefactureerd worden door de door de actor ingeschakelde onderaannemers en worden verder onderverdeeld in interact- en non-interactkosten. Vandaar dat, zodra een actor een factuur van een andere actor ontvangt zoals bedoeld bij artikel 1 van het huidige Besluit, de in deze factuur opgenomen kosten absoluut onder deze rubriek opgenomen zullen moeten worden en dat met name bij rechtstreekse onderaannemingskosten voor de interactcategorie.

- De energiekosten omvatten de kosten voor elektriciteit en energieverbruik in het kader van de distributieactiviteit.

- Grondstoffen en materialen omvatten de rechtstreekse kosten in verband met de toevoer van andere grondstoffen voor de productieactiviteit dan water en energie en omvatten de aankoopprijs (gewogen gemiddelde prijs of andere valorisatiemethode in overeenstemming met de Belgische boekhoudkundige regels) van de geplaatste stukken.

- De gebouwkosten zijn de werkingskosten van de gebouwen en werken die rechtstreeks toegewezen kunnen worden aan de distributieactiviteit, zoals de directe omgeving, de kosten op het vlak van elektriciteit, verwarming, water en gas die rechtstreeks verband houden met het gebruik van het gebouw, de verzekeringen, ...

- De kosten inzake transport en logistiek.

- Met opslagkosten wordt bedoeld op de kosten gekoppeld aan de opslag van de materialen. Ze omvatten de kosten van de opslagruimte, de kosten van de diensten die er ten aanzien van de voorraad geleverd worden en de risicokosten met betrekking tot de voorraad.

- De winsten die uit de nuttige toepassing van het afval voortvloeien, zullen in mindering gebracht worden van de rechtstreekse reële kostprijs van de drinkwaterdistributie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

b) De kosten in verband met de meteropnemingen omvatten de prestaties verricht door het eigen personeel dat hiertoe duidelijk geïdentificeerd werd en waarvan de kostprijs de kosten met betrekking tot de personeelsprestaties inhoudt. De personeelskosten met betrekking tot de meteropnemingen worden bepaald op basis van de reële rechtstreekse kosten (salaris, diverse premies en vakantietoelagen, patronale socialezekerheidsbijdragen, wetsverzekering, andere diverse kosten).

c) De retributies van de gemeenten vertegenwoordigen 50% van het bedrag van het aan de gemeenten teruggegeven abonnementsgeld.

III. Met de kosten voor het milieu en de bron wordt bedoeld op de kosten van de schade die aan het milieu berokkend wordt door de aan het watergebruik gekoppelde diensten. Het gaat om het bedrag van de compenserende maatregelen die voorzien moeten worden om deze problematiek in te dijken. In dit geval wordt met name rekening gehouden met de watervolumes die op het distributienet verloren gaan.

De rechtstreekse reële distributiekostprijs bestaat uit de som van de reële kostprijs van elk van de 3 categorieën van rechtstreekse kosten (investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, kosten voor het milieu en de bron) die verband houden met de drinkwaterdistributie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De te elimineren interactkosten stemmen precies overeen met de bedragen die bij de rechtstreekse interactonderaannemingskosten zijn opgenomen en die bij de consolidatie geëlimineerd zullen worden.

Met de rechtstreekse reële distributiekostprijs (na eliminatie van de interactkosten) wordt bedoeld op het bedrag van de "rechtstreekse reële distributiekostprijs" waarvan de "te elimineren interactkosten" werden afgetrokken.

Opmerking: De kosten die door de gebruiker gedragen worden, maar die geen deel uitmaken van de reële kostprijs van het water, worden uitgesplitst in drie categorieën: de dotaties en terugnemingen van dubieuze vorderingen, het sociaal fonds en de bijdrage internationale solidariteit:

- De waardeverminderingen op dubieuze vorderingen worden vastgesteld overeenkomstig artikel 9 van het huidige Besluit;

- Het sociaal fonds stemt overeen met de bijdrage ten laste van de actor die een distributieactiviteit uitoefent, die berekend wordt op basis van de gefactureerde m³ water overeenkomstig het besluit van 28 februari 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voorbehouden voor maatschappelijke doeleinden.

- De bijdrage internationale solidariteit bestaat uit het deel van de ontvangsten uit de waterbijdrage die de actor die een distributieactiviteit uitoefent, moet bestemmen voor doeleinden inzake internationale solidariteit overeenkomstig artikel 38, § 5, van de Ordonnantie en de besluiten genomen ter uitvoering van deze bepaling.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage As1 - Sanering - Materiële en immateriële vaste activa

Rangschikking in algemene boekhouding.

Klasse 21:

- Onderzoeks- en ontwikkelingskosten
- Concessies, octrooien, licenties, knowhow, merken en soortgelijke rechten
- Goodwill
- Vooruitbetalingen op immateriële onroerende goederen

Klasse 22:

- Terreinen.
- Gebouwen (duurzame gebouwen (volgens bouwtype) - lichte gebouwen, schuilplaatsen, ...).
- Bebouwde terreinen.
- Andere zakelijke rechten op onroerende goederen.
- Leidingnet, aansluitingen,...
- Technische burgerlijke bouwkunde: installaties voor winning, bufferopslag en waterzuivering.

Klasse 23:

- Installaties, machines en gereedschap, leidingen.
- Elektromechanische installaties: pompen, elektromechanische apparatuur, ...
- Reguleringsorganen (elektronisch, sensoren,...).
- Meters.

Klasse 24:

- Meubilair en rollend materieel.
- Technisch meubilair (laboratoriumapparatuur,...) en technisch materiaal (machines voor openbare werken,...).

Klasse 25:

- Terreinen en bouwwerken in leasing.
- Installaties, machines en gereedschap in leasing.
- Meubilair en rollend materieel in leasing.
- Technische burgerlijke bouwkunde in leasing: installaties voor distributie, leidingnet, aansluitingen, ...
- Elektromechanische installaties in leasing: pompen, elektromechanische apparatuur, ...
- Reguleringsorganen in leasing (elektronisch, sensoren,...).
- Meters.
- Technisch meubilair (laboratoriumapparatuur, ...) in leasing en technisch materiaal (machines voor openbare werken,...) in leasing.

Klasse 26:

- Andere materiële onroerende goederen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage As2a - Sanering - Bepaling van de rubrieken van de rapportering "Opvang"

De rechtstreekse kosten van de opvangactiviteit worden onderverdeeld in 3 categorieën: investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, en milieu- en bronkosten. Bij deze rechtstreekse kosten zullen nog de over alle activiteiten verdeelde onrechtstreekse kosten bijgeteld worden.

I. De investeringskosten omvatten de economische afschrijvingen van het boekjaar met betrekking tot de materiële en immateriële onroerende goederen. Door de economische afschrijvingen kunnen de aan slijtage of veroudering te wijten waardeverliezen van de onroerende goederen geboekt worden, in functie van hun levensduur.

II. De rechtstreekse exploitatiekosten omvatten de terugkerende werkingskosten van de diensten die verband houden met de voor de drinkwateropvang in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nuttige technische prestaties, alsook de retributiekosten van de gemeenten op basis van de abonnementsgelden.

Deze technische prestatiekosten worden uitgesplitst in de volgende 9 posten:

1. Werkuren
2. Gebruik van werfmachines
3. Onderaanneming
4. Energie
5. Grondstoffen
6. Afvoer van slib
7. Gebouwkosten
8. Afval zonder slib
9. Nuttige toepassing van het afval

- De kosten aan werkuren vertegenwoordigen de kosten veroorzaakt door de technische prestaties die door het eigen personeel geleverd worden. De personeelskosten met betrekking tot de technische prestaties worden bepaald op basis van de reële rechtstreekse kosten (salaris, diverse premies en vakantietoelagen, patronale socialezekerheidsbijdragen, wetsverzekering, groepsverzekering en andere extralegale voordelen, andere diverse kosten).

- De kosten voor het gebruik van werfmachines omvatten de rechtstreekse kosten, zoals de huurkosten van deze machines, de brandstof, het onderhoud en de herstellingen, de verzekeringen, de belastingen op inverkeerstelling, enz.

- De onderaannemingskosten omvatten de kosten die gefactureerd worden door de door de actor ingeschakelde onderaannemers en worden verder onderverdeeld in interact- en non-interactkosten. Vandaar dat, zodra een actor een factuur van een andere actor ontvangt zoals bedoeld bij artikel 1 van het huidige Besluit, de in deze factuur opgenomen kosten absoluut onder deze rubriek opgenomen zullen moeten worden en dat met name bij rechtstreekse onderaannemingskosten voor de interactcategorie.

- De energiekosten omvatten de kosten voor elektriciteit en energieverbruik in het kader van de opvangactiviteit.

- Grondstoffen omvatten de rechtstreekse kosten in verband met de toevoer van andere grondstoffen voor de opvangactiviteit dan energie.

- De kosten verbonden aan de wegvoering van het slib zijn de kosten van de procedure voor de verwijdering van het slib dat veroorzaakt wordt door de realisatie van de wateropvangactiviteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- De gebouwkosten zijn de werkingskosten van de gebouwen en werken die rechtstreeks toegewezen kunnen worden aan de opvangactiviteit, zoals de directe omgeving, de kosten op het vlak van elektriciteit, verwarming, water en gas die rechtstreeks verband houden met het gebruik van het gebouw, de verzekeringen, ...

- De winsten die uit de nuttige toepassing van het afval voortvloeien, zullen in mindering gebracht worden van de rechtstreekse reële kostprijs van de wateropvang in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De retributies van de gemeenten vertegenwoordigen 50% van het bedrag van het aan de gemeenten teruggegeven abonnementsgeld.

III. Met de kosten voor het milieu en de bron wordt bedoeld op de kosten van de schade die aan het milieu berokkend wordt door de aan het watergebruik gekoppelde diensten. Het gaat om het bedrag van de compenserende maatregelen die voorzien moeten worden om deze problematiek in te dijken. In dit geval worden met name de volumes afvalwater beoogd, die niet opgevangen en/of wel opgevangen worden, maar niet naar de RWZI's gestuurd worden.

De rechtstreekse reële opvangkostprijs bestaat uit de som van de reële kostprijs van elk van de 3 categorieën van rechtstreekse kosten (investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, kosten voor het milieu en de bron) die verband houden met de wateropvang in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De te elimineren interactkosten stemmen precies overeen met de bedragen die bij de rechtstreekse interactonderaannemingskosten zijn opgenomen en die bij de consolidatie geëlimineerd zullen worden.

Met de rechtstreekse reële opvangkostprijs (na eliminatie van de interactkosten) wordt bedoeld op het bedrag van de "rechtstreekse reële opvangkostprijs" waarvan de "te elimineren interactkosten" werden afgetrokken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage As2b - Sanering - Bepaling van de rubrieken van de rapportering "Zuivering"

De rechtstreekse kosten van de zuiveringsactiviteit worden onderverdeeld in 3 categorieën: investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, en milieu- en bronkosten. Bij deze rechtstreekse kosten zullen nog de over alle activiteiten verdeelde onrechtstreekse kosten bijgeteld worden.

I. De investeringskosten omvatten de economische afschrijvingen van het boekjaar met betrekking tot de materiële en immateriële onroerende goederen onder aftrek van de financiering van de zuiveringsinstallaties gedragen door andere Gewesten. Door de economische afschrijvingen kunnen de aan slijtage of veroudering te wijten waardeverliezen van de onroerende goederen geboekt worden, in functie van hun levensduur.

Het aandeel in de afschrijvingen van de onroerende goederen van de RWZI Noord zal onder de volgende rubriek opgenomen moeten worden: "1. (Rechtstreekse) investeringskosten > a) economische afschrijvingen", voor zover het zeker is dat de eigendom van deze onroerende goederen overgedragen zal worden aan de door artikel 19 van de Ordonnantie aangewezen actor aan het einde van het beheercontract met zijn onderaannemer. Het bedrag van het aandeel in de afschrijvingen dat in aanmerking genomen moet worden in de reële kostprijs van het water, zal altijd geplafonneerd worden op de economische aflossing die berekend had moeten worden op het moment van de ingebruikneming van de RWZI Noord, met name de initiële aanschaffingswaarde van de installaties gedeeld door het aantal jaar dat overeenstemt met de totale economische levensduur van deze inrichtingen.

II. De rechtstreekse exploitatiekosten omvatten de terugkerende werkingskosten van de diensten die verband houden met de voor de waterzuivering in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nuttige technische prestaties. Deze technische prestaties worden verder onderverdeeld in watersanering en slibbehandeling.

Het aandeel van de annuïteit met betrekking tot de exploitatiekosten van de RWZI Noord zal opgenomen worden onder de rubriek: "3. (Rechtstreekse) exploitatie- en infrastructuurkosten > a) Technische prestaties > iii. Onderaanneming.

Voor elk van beide voormelde categorieën worden de technische prestatiekosten uitgesplitst in de volgende 8 posten:

1. Werkuren
2. Gebruik van werfmachines
3. Onderaanneming
4. Energie
5. Grondstoffen en reagentia
6. Gebouwkosten
7. Afval zonder slib
8. Nuttige toepassing van het afval

- De kosten aan werkuren vertegenwoordigen de kosten veroorzaakt door de technische prestaties die door het eigen personeel geleverd worden. De personeelskosten met betrekking tot de technische prestaties worden bepaald op basis van de reële rechtstreekse kosten (salaris, diverse premies en vakantietoelagen, patronale socialezekerheidsbijdragen, wetsverzekering, groepsverzekering en andere extralegale voordelen, andere diverse kosten).

- De kosten voor het gebruik van werfmachines omvatten de rechtstreekse kosten, zoals de huurkosten van deze machines, de brandstof, het onderhoud en de herstellingen, de verzekeringen, de belastingen op inverkeerstelling, enz.

- De onderaannemingskosten omvatten de kosten die gefactureerd worden door de door de actor ingeschakelde onderaannemers en worden verder onderverdeeld in interact- en non-interactkosten. Vandaar dat, zodra een actor een factuur van een andere actor ontvangt zoals bedoeld bij artikel 1 van het huidige Besluit, de in deze factuur opgenomen kosten absoluut onder deze rubriek opgenomen zullen moeten worden en dat met name bij rechtstreekse onderaannemingskosten voor de interactcategorie.

- De energiekosten omvatten de kosten voor elektriciteit en energieverbruik in het kader van de zuiveringsactiviteit.

- Grondstoffen en reagentia omvatten de rechtstreekse kosten in verband met de toevoer van andere grondstoffen voor de zuiveringsactiviteit dan energie.

- De gebouwkosten zijn de werkingskosten van de gebouwen en werken die rechtstreeks toegewezen kunnen worden aan de zuiveringsactiviteit, zoals de directe omgeving, de kosten op het vlak van elektriciteit, verwarming, water en gas die rechtstreeks verband houden met het gebruik van het gebouw, de verzekeringen, ...

- De winsten die uit de nuttige toepassing van het afval voortvloeien, zullen in mindering gebracht worden van de rechtstreekse reële kostprijs van de waterzuivering in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

III. Met de kosten voor het milieu en de bron wordt bedoeld op de kosten van de schade die aan het milieu berokkend wordt door de aan het watergebruik gekoppelde diensten. Het gaat om het bedrag van de compenserende maatregelen die voorzien moeten worden om deze problematiek in te dijken. In dit geval worden met name de boetes in aanmerking genomen, die aan de onderaannemers gefactureerd worden voor het slecht saneren of het niet behandelen van afvalwater, wanneer dit bij regenweer in het circuit beland.

De rechtstreekse reële zuiveringskostprijs bestaat uit de som van de reële kostprijs van elk van de 3 categorieën van rechtstreekse kosten (investeringskosten, exploitatie- en infrastructuurkosten, kosten voor het milieu en de bron) die verband houden met de waterzuivering in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De te elimineren interactkosten stemmen precies overeen met de bedragen die bij de rechtstreekse interact- onderaannemingskosten zijn opgenomen en die bij de consolidatie geëlimineerd zullen worden.

Met de rechtstreekse reële zuiveringskostprijs (na eliminatie van de interactkosten) wordt bedoeld op het bedrag van de "rechtstreekse reële zuiveringskostprijs" waarvan de "te elimineren interactkosten" werden afgetrokken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage I1 - Onrechtstreekse kosten - Materiële en immateriële vaste activa

Rangschikking in algemene boekhouding.

Klasse 21:

- Onderzoeks- en ontwikkelingskosten
- Concessies, octrooien, licenties, knowhow, merken en soortgelijke rechten
- Goodwill
- Vooruitbetalingen op immateriële onroerende goederen

Klasse 22:

- Terreinen.
- Gebouwen (duurzame gebouwen (volgens bouwtype) - lichte gebouwen, schuilplaatsen, ...).
- Bebouwde terreinen.
- Andere zakelijke rechten op onroerende goederen.
- Leidingnet, aansluitingen, ...
- Technische burgerlijke bouwkunde: installaties voor winning, bufferopslag en waterzuivering.

Klasse 23:

- Installaties, machines en gereedschap, leidingen.
- Elektromechanische installaties: pompen, elektromechanische apparatuur, ...
- Reguleringsorganen (elektronisch, sensoren, ...).
- Meters.

Klasse 24:

- Meubilair en rollend materieel.
- Technisch meubilair (laboratoriumapparatuur,...) en technisch materiaal (machines voor openbare werken,...).

Klasse 25:

- Terreinen en bouwwerken in leasing.
- Installaties, machines en gereedschap in leasing.
- Meubilair en rollend materieel in leasing.
- Technische burgerlijke bouwkunde in leasing: installaties voor distributie, leidingnet, aansluitingen, ...
- Elektromechanische installaties in leasing: pompen, elektromechanische apparatuur, ...
- Reguleringsorganen in leasing (elektronisch, sensoren, ...).
- Meters.
- Technisch meubilair (laboratoriumapparatuur, ...) in leasing en technisch materiaal (machines voor openbare werken, ...) in leasing.

Klasse 26:

- Andere materiële onroerende goederen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage I2 - Onrechtstreekse kosten - Bepaling van de rubrieken van de rapportering

De onrechtstreekse kosten worden door de actoren van de watersector in de volgende 12 categorieën uitgesplitst:

1. Met personeelskosten wordt bedoeld op de kosten veroorzaakt door de prestaties (lonen, patronale bijdragen en andere personeelskosten, ouderdoms- en overlevingspensioen);
2. De huurgelden en -lasten verwijzen naar de huurkosten van de gebouwen die voor de beheerdienst van de watervoorzieningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bestemd zijn.
3. De investeringskosten omvatten de economische afschrijvingen van het boekjaar met betrekking tot de materiële en immateriële onroerende goederen. Via de economische afschrijvingen kunnen de aan slijtage of veroudering te wijten waardeverliezen van de onroerende goederen geboekt worden, in functie van hun levensduur;
4. De andere gebouwkosten zijn de werkingskosten van de eigenlijke gebouwen en installaties die niet onder de categorieën "huurgelden en -lasten" of "afschrijvingen van het gebouw" ressorteren, zoals de lasten van het elektriciteits-, verwarmings-, gas- of waterverbruik, de heffing voor de ophaling van het huisvuil alsook de eventuele aandelen in de verwarming, de verlichting en het onderhoud van de gemeenschappelijke ruimten (niet-exhaustieve lijst);
5. De leveringen omvatten de kosten gekoppeld aan de bevoorrading met nuttige benodigdheden voor het bestuur van de waterbeheerdiensten;
6. De lasten in verband met de werking van het IT-systeem slaan op de kosten die verband houden met het gebruik van software en hardware met betrekking tot het bestuur van de waterbeheerdiensten, alsook de kosten voor de handhaving, het onderhoud en de reparatie van dit type van materiaal;

7. De communicatiekosten (telefoon) omvatten de kosten voor vaste en mobiele telefonie (telefoonhardware, abonnementen) van de wateractoren in het kader van het administratieve beheer van de watervoorzieningen;

8. Met marketing- en reclamekosten wordt bedoeld op de kosten die verband houden met de communicatie en het commerciële karakter (reclame, marktonderzoeken, enz.) alsook met de steun die er verleend wordt met betrekking tot het bestuur van de waterbeheerdiensten;

9. Diverse verzekeringen omvatten de met verzekeringen verband houdende lasten (niet met het personeel verband houdende verzekeringen, brandverzekering, diefstalverzekering, autoverzekering, kredietverzekering, verzekering algemene onkosten, extralegale verzekering, ...);

10. Met financiële lasten wordt bedoeld op de lasten die gepaard gaan met financiële transacties;

11. De belastingen;

12. De andere lasten die onder geen enkele van de hierboven vermelde rubrieken ressorteren, worden opgenomen en gerechtvaardigd onder de rubriek "diversen".

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

KPI-bijlage: Prestatie-indicatoren

De prestatie-indicatoren werden gerangschikt volgens zeven uitdagingen die de wateractoren het hoofd moeten bieden:

1. De continuïteit en de toereikendheid van het verdeelde water

Nr.	Benaming	Definities	Eenheid	Proefactor
1.1	Aantal niet-geplande dienstonderbrekingen	Met niet-geplande onderbrekingen wordt bedoeld op het aantal lekken en onvoorziene werken.	Aantal	VIVAQUA
1.2	Beschikbaarheid van de bron	Gemiddelde duur van de winningstoelatingen	Jaren	VIVAQUA
1.3	Continuïteit van de toevoernetdienst	Maximale productiecapaciteit in verhouding tot het historische piekniveau	%	VIVAQUA
1.3bis	Continuïteit van de toevoernetdienst	Maximale debietcapaciteit voor waterlevering in het Brussel Hoofdstedelijk Gewest in verhouding tot het historische piekniveau	%	VIVAQUA

2. De kwaliteit van het verdeelde water

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
2.1	Conformiteitspercentage van het verdeelde drinkwater bij de verplichte analyses	Zoals voorzien in bijlage A & B van de leidingwaterwet van 2002 Klachten zijn niet in deze indicator inbegrepen.	%	VIVAQUA
2.2	Conformiteitspercentage van het verdeelde drinkwater bij de indicatieve analyses	Zoals voorzien in bijlage C van de leidingwaterwet van 2002 Klachten zijn niet in deze indicator inbegrepen.	%	VIVAQUA
2.3	Aantal klachten in verband met de kwaliteit van het drinkwater	Gerechtvaardigd geachte aantal klachten per jaar – waarvoor HYDROBRU of VIVAQUA verantwoordelijk worden gesteld	Aantal	VIVAQUA
2.4	Percentage klachten dat verband houdt met de kwaliteit van het drinkwater	Verhouding tussen het aantal gerechtvaardigde klachten en het totale aantal klachten dat werd opgetekend in verband met de kwaliteit van het verdeelde water	%	VIVAQUA

3. De kwaliteit van het toevoer- en distributienet voor drinkwater

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
3.1	Elektriciteitsverbruik bij de voorziening en distributie van drinkwater in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	Totaal van het hoogspannings- – beschikbare gegevens – en laagspanningsverbruik – gegevens verkregen op basis van een verdeelsleutel – bij de voorziening en distributie van drinkwater in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Omvat het verbruik van de installaties van het distributienet in m ³ bij het binnenkomen van de gemeenten – met inbegrip van het niet-geregistreerde verbruik	kWh/m ³	VIVAQUA
3.2	Lineaire index van de niet-geregistreerde volumes	Verhouding tussen de distributieverliezen (reële verliezen en niet-gefactureerde volumes) in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het aantal kilometer leidingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	m ³ /km	HYBROBRU
3.3	Rendement van het distributienet	Zoals voorzien in het kader van de EBC De aangekochte volumes zijn de volumes die wekelijks door VIVAQUA opgenomen worden aan de meters bij het binnenkomen van de gemeenten en die aan HYDROBRU gefactureerd worden (het boekjaar geldt daarbij als referentieperiode). De gefactureerde volumes zijn de volumes die daadwerkelijk door HYDROBRU gefactureerd werden in de loop van een boekjaar - ze kunnen betrekking hebben op een verbruik in het vorige boekjaar. Bij de analyse van deze indicator wordt er naar de te ontwaren tendens gekeken.	%	HYBROBRU
3.4	Percentage distributieleidingen dat jaarlijks vernieuwd wordt	Verhouding tussen het aantal kilometer leidingen dat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vernieuwd en vervangen werd en het totale aantal kilometer leidingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitsluiting van de eventuele ontdubbeling van leidingen.	%	HYBROBRU
3.5	Vernieuwingspercentage van de vertakkingen	Verhouding tussen het aantal vertakkingen dat vernieuwd werd - waarbij een vernieuwing gedefinieerd wordt als de vervanging van de hele vertakking - in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het totale aantal vertakkingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	%	VIVAQUA
3.6	Jaarlijks uitbreidingspercentage van het bestaande netwerk	Verhouding tussen het aantal kilometer dat het netwerk uitgebreid werd en het totale aantal kilometer aan leidingen	%	VIVAQUA
3.7	Percentage van het toevoernet dat in slechte staat verkeert	Verhouding tussen het aantal kilometer van het toevoernet dat in slechte staat verkeert en het totale aantal kilometer van het toevoernet	%	VIVAQUA
3.8	Reparatiepercentage van het netwerk	Verhouding tussen de lengte van het gerepareerde netwerk (in km) en de lengte van het in slechte staat verkerende netwerk (in km)	%	VIVAQUA

4. De kwaliteit van het opvangnetwerk voor stedelijk afvalwater en beperking van de overlopen

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
4.1	Vernieuwingspercentage van de opvangnetten voor afvalwater	Verhouding tussen het aantal kilometer dat er van het netwerk vernieuwd werd en het totale aantal kilometer dat het netwerk telt, een lengte die in aanmerking genomen moet worden op 1 januari van het jaar N. Met "vernieuwing" wordt hier bedoeld op een herstel in de oude staat van de leidingen door een vervanging van de elementen in beton, door het aanbrengen van een nieuwe bekleding, door gunnitering of door het aanbrengen van behuizingstukken.	%	HYBROBRU
4.2	Uitbreidingspercentage van de opvangnetten voor afvalwater	Verhouding tussen het aantal kilometer waarmee het opvangnet voor afvalwater uitgebreid werd en het totale aantal kilometer dat het opvangnet voor afvalwater lang is	%	HYBROBRU
4.3	Indicator voor de overstroming van effluënten in de lokalen van gebruikers	Totaal aantal klachten in verband met netwerkoverstromingen op jaarbasis	Aantal	HYBROBRU
4.4	Indicator voor de opgevangen hoeveelheid afvalwater	Opvang van afvalwater per kilometer aan opvangnet voor afvalwater. Het is namelijk nog niet mogelijk om de overloopvolumes te berekenen, maar er zal binnenkort wel werk gemaakt worden van een inventarisering van de overlaten door de actoren van de watercyclus. Het in aanmerking genomen aantal km is het aantal km dat op 1 januari van jaar N voor indicator 4.1 gebruikt wordt.	m ³ /km	HYDROBRU

5. De kwaliteit van de afvalwaterzuivering

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
5.1	Energieverbruik bij de behandeling van het afvalwater	Verhouding tussen het totale energieverbruik van de zuiveringsinstallatie bij de behandeling van afvalwater en het geregistreerde aantal m ³ water aan de ingang van de zuiveringsinstallatie op jaarbasis.	kWh/m ³	Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer
5.2	Aangekocht energieverbruik bij de behandeling van het afvalwater	Verhouding tussen de aangekochte hoeveelheid energie - zonder dus de zelf geproduceerde hoeveelheid energie - die door de zuiveringsinstallatie bij de behandeling van afvalwater verbruikt werd en het geregistreerde aantal m ³ water aan de ingang van de zuiveringsinstallatie op jaarbasis	kWh/m ³	Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer
5.3	Mate van zelfcontrole van de kwaliteit van het vóór behandeling geloosde water	Verhouding tussen het aantal uitgevoerde tests vóór behandeling en het totale aantal tests dat voorzien is in het zelfcontroleplan van de Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer	%	Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer
5.4	Mate van zelfcontrole van de kwaliteit van het na behandeling geloosde water	Verhouding tussen het aantal uitgevoerde tests na behandeling en het totale aantal tests dat voorzien is in het zelfcontroleplan van de Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer	%	Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer
5.5	Verminderingspercentage van de vervuulende belasting	Kwaliteit van het zuiveringsproces uitgedrukt in een percentage dat het verkregen chemische zuurstofverbruik aangeeft in de vorm van de verhouding tussen het verschil van de jaarlijkse belasting (qua chemisch zuurstofverbruik - CZV) met de jaarlijkse belasting qua CZV van het effluent, en de jaarlijkse belasting qua CZV van het influent van de zuiveringsinstallaties	%	Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer
5.6	Aantal ton slib afkomstig van de zuiveringsinstallatie dat via circuits voor nuttige toepassing weggevoerd werd	Aantal ton slib afkomstig van de zuiveringsinstallaties dat via circuits voor nuttige toepassing weggevoerd werd, zij het beperkt tot het slib waarop bij de indicatoren wA-015 en wA-016 van de EBC wordt bedoeld	Aantal	Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
5.7	Aantal ton slib afkomstig van de zuiveringswerken dat via circuits zonder nuttige toepassing weggevoerd werd	Aantal ton slib afkomstig van de zuiveringsinstallaties dat via circuits zonder nuttige toepassing weggevoerd werd, zij het beperkt tot het slib waarop bij de indicatoren wA-015 en wA-016 van de EBC wordt bedoeld	Aantal	Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer

6. De kwaliteit van de infrastructuurkennis

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
6.1	Dichtheid van de woningen van het distributienet	Verhouding tussen het aantal woningen en het aantal kilometer dat het distributienet lang is, met inbegrip van de eventuele ontdubbeling van leidingen	Woningen/km	HYBROBRU
6.2	Dichtheid van de vertakkingen van het distributienet	Verhouding tussen het aantal vertakkingen en het aantal kilometer dat het distributienet lang is, met inbegrip van de eventuele ontdubbeling van leidingen	Aansluitingen/km	HYBROBRU
6.3	Conformiteitspercentage van de leeftijd van de meters in vergelijking met de wetgeving	Verhouding tussen het aantal te oude meters en het totale aantal meters	%	HYBROBRU
6.4	Vernieuwingspercentage van de meters	Verhouding tussen het aantal vernieuwde meters en het totale aantal meters, voordat er begonnen werd met het vervangen van de meters	%	HYBROBRU
6.5	Leeftijdspiramide van de meters			
a)	0-4 jaar	Aantal bestaande meters die tussen 0 en 4 jaar geleden geplaatst werden	Aantal	HYBROBRU
b)	4-8 jaar	Aantal bestaande meters die tussen 4 en 8 jaar geleden geplaatst werden	Aantal	HYBROBRU
c)	8-12 jaar	Aantal bestaande meters die tussen 8 en 12 jaar geleden geplaatst werden	Aantal	HYBROBRU
d)	12-16 jaar	Aantal bestaande meters die tussen 12 en 16 jaar geleden geplaatst werden	Aantal	HYBROBRU
6.6	Kennis- en patrimoniumbeheerindex van de drinkwaternetten			
a)	Toevoernet	Lengte in kilometer van het toevoernet dat het voorwerp uitmaakte van een plaatsbeschrijving, gedeeld door de totale lengte in kilometer van het toevoernet	%	VIVAQUA
b)	Verdeelnet	Lengte in kilometer van het verdeelnet dat het voorwerp uitmaakte van een inventaris, gedeeld door de totale lengte in kilometer van het verdeelnet	%	VIVAQUA
c)	Distributienet	Lengte in kilometer van het distributienet dat het voorwerp uitmaakte van een inventaris, gedeeld door de totale lengte in kilometer van het distributienet	%	HYDROBRU
6.7	Kennis- en patrimoniumbeheerindex van de opvangnetten voor afvalwater	Lengte in kilometer van het opvangnet voor afvalwater dat het voorwerp uitmaakte van een plaatsbeschrijving, gedeeld door de totale lengte in kilometer van het opvangnet voor afvalwater	%	VIVAQUA

7. De mate waarin de prijs en de kostprijs van het water op elkaar afgestemd zijn

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
7.1	Drinkwaterverbruik per inwoner in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	Verhouding tussen het aantal m ³ drinkwater dat tegen het solidaire tarief in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefactureerd werd en het aantal personen dat op 1 januari in het bevolkingsregister ingeschreven staat op de adressen die van het solidaire tarief genieten. De gemengde vormen van gebruik worden bij de professionele sector meegerekend.	m ³ /inwoner	HYBROBRU
7.2	Waterverkoop per kilometer distributienet	Verhouding tussen het aantal m ³ drinkwater dat door HYDROBRU gefactureerd werd en het aantal kilometer dat het distributienet lang is	m ³ /km	HYBROBRU
7.3	Aansluitingspercentage op het opvangnet voor afvalwater	Verhouding tussen het aantal woningen dat op het opvangnet voor afvalwater aangesloten is en het aantal woningen dat op het distributienet aangesloten is	%	VIVAQUA
7.4	Lengte van het opvangnet dat niet is aangesloten op de zuiveringsinstallaties	Aantal kilometer van het opvangnet dat het water rechtstreeks in de natuur laat belanden, zonder het eerst via de zuiveringsinstallaties voor afvalwater te leiden	Aantal	HYDROBRU
7.5	Percentage onbetaalde rekeningen op het totale aantal waterfacturen van het respectieve boekjaar	Verhouding tussen het bedrag aan openstaande vorderingen, wetende dat een factuur als onbetaald wordt beschouwd na verloop van twee weken na de opmaak ervan, en de omzet voor het jaar N	%	HYBROBRU
7.6	Percentage afbetalingsplannen dat jaarlijks wordt toegekend in verhouding tot het aantal abonnees	Verhouding tussen het jaarlijks aantal toegekende afbetalingsplannen en het aantal abonnees	%	HYBROBRU
7.7	Gestandaardiseerde reële distributiekostprijs Voorziening	Kosten gekoppeld aan de voorziening, gedeeld door het gefactureerde aantal m ³	€/m ³	HYDROBRU
7.8	Gestandaardiseerde reële distributiekostprijs Sanering	Kosten gekoppeld aan de sanering (opvang + zuivering), gedeeld door het gefactureerde aantal m ³	€/m ³	HYDROBRU
7.9	Terugwinningspercentage van de kosten van de drinkwatervoorziening, vóór subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de voorzieningsactiviteit (vóór subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.10	Terugwinningspercentage van de kosten van de drinkwatervoorziening, na subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de voorzieningsactiviteit (na subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.11	Terugwinningspercentage van de kosten van de openbare diensten voor de opvang van afvalwater, vóór subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de opvangactiviteit (vóór subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.12	Terugwinningspercentage van de kosten van de openbare diensten voor de opvang van afvalwater, na subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de opvangactiviteit (na subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.13	Terugwinningspercentage van de kosten van de openbare diensten voor de zuivering van afvalwater, vóór subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de zuiveringsactiviteit (vóór subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.14	Terugwinningspercentage van de kosten van de openbare diensten voor de zuivering van afvalwater, na subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de zuiveringsactiviteit (na subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.15	Terugwinningspercentage van de saneringskosten, vóór subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de saneringsactiviteit (vóór subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM

Nr.	Benaming	Definitie	Eenheid	Proefactor
7.16	Terugwinningspercentage van de kosten van de openbare saneringsdiensten, na subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot de saneringsactiviteit (na subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.17	Terugwinningspercentage van de kosten van alle waterdiensten, vóór subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot alle waterdiensten (vóór subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM
7.18	Terugwinningspercentage van de kosten van alle waterdiensten, na subsidie	Verhouding tussen de inkomsten met betrekking tot alle waterdiensten (na subsidie) en de hieraan gekoppelde kosten	%	BIM

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Bijlage R: Rapport van onafhankelijke verzekering

Rapport van onafhankelijke verzekering

Ter attentie van de directeur van de actor

Opdracht en verantwoordelijkheden

Wij werden door [OPERATOR] (de 'Onderneming') belast met de taak om redelijke zekerheid te verschaffen over de informatie die is opgenomen in elk van de volgende rapporteringen en bijlagen: [Productie, Distributie, Opvang, Zuivering, Onrechtstreekse kosten, Interact, Inkomsten, Terugwinningspercentage, Vijfjarig investerings- en financieringsplan, Prestatie-indicatoren, hierna 'de Rapporteringen'] die aan het Brussels Instituut voor Milieubeheer bezorgd moeten worden, zodat het instituut de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan bepalen, in overeenstemming met de bepalingen voorzien in het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, houdende wijziging van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De directie van de Onderneming is verantwoordelijk voor de Rapporteringen. Als onafhankelijke bedrijfsrevisor is het onze verantwoordelijkheid om redelijke zekerheid te verschaffen over de beantwoording van de Rapporteringen aan de criteria die opgenomen zijn in de bepalingen van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, houdende wijziging van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Omvang van het door ons geleverde werk

Onze procedures werden uitgevoerd in overeenstemming met de Internationale norm voor verzekeringsopdrachten 3000 Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information ('controleopdrachten buiten controles of beoordelingen van historische financiële informatie') van de International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) van de International Federation of Accountants. Deze norm schrijft voor dat onze procedures gepland en uitgevoerd moeten worden met het oog op het verschaffen van redelijke zekerheid over de beantwoording van de Rapporteringen aan de criteria die opgenomen zijn in de bepalingen van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, houdende wijziging van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Onze procedures omvatten een steekproefsgewijs onderzoek van bewijselementen. Wij zijn van mening dat onze procedures een redelijke basis voor de formulering van onze conclusie bieden.

Conclusie

Naar onze mening, conclusie overnemen

[Plaats, datum]

[Onderneming van de Commissaris-Revisor]

vertegenwoordigd door:

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03/12/2015 tot vaststelling van een opvolgings- en rapporteringshulpmiddel ter bepaling van de reële kostprijs van het water in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van het besluit van 22 januari 2009 van de Brusselse Hoofdstedelijke

Regering tot vaststelling van een gestandaardiseerd boekhoudplan van de watersector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00760]

Inspection générale de la police fédérale et de la police locale Nomination

Par arrêté royal du 25 novembre 2015, M. Joachim DURNEZ est nommé dans le grade de commissaire divisionnaire de police à partir du 9 mai 2015.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00760]

Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie Benoeming

Bij koninklijk besluit d.d. 25 november 2015 wordt de heer Joachim DURNEZ benoemd in de graad van hoofdcommissaris van politie met ingang van 9 mei 2015.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2015/205635]

8 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises situées dans l'entité de Jemeppe-sur-Sambre et ressortissant à la Sous-Commission paritaire des électriciens : installation et distribution (SCP 149.01), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par la loi du 4 juillet 2011;

Vu l'avis de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, donné le 25 novembre 2015;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que, ces derniers mois, dans un climat de récession, la situation économique s'est dégradée notamment pour les entreprises situées dans l'entité de Jemeppe-sur-Sambre et ressortissant à la Sous-Commission paritaire des électriciens: installation et distribution;

Que ces entreprises rencontrent une très forte baisse du carnet de commande due au fait que leurs principaux clients actifs dans l'industrie mécanique, l'industrie verrière, la sidérurgie, les fabriques de ciment et l'industrie automobile ont fortement ralenti leur production;

Considérant qu'en parallèle, le nombre de marchés publics à attribuer par les autorités est également en constante diminution;

Considérant qu'il est impossible de prédire, à court terme, l'évolution de la crise et, donc, la reprise des activités;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises situées dans l'entité de Jemeppe-sur-Sambre et ressortissant à la Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue moyennant une notification par affichage dans les locaux de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2015/205635]

8 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor de ondernemingen gelegen op het grondgebied van Jemeppe-sur-Sambre en die onder het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie (PSC 149.01) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wet van 4 juli 2011;

Gelet op het advies van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, gegeven op 25 november 2015;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de laatste maanden, in een klimaat van recessie, de economische toestand is achteruitgegaan, in het bijzonder voor de ondernemingen gelegen op het grondgebied van Jemeppe-sur-Sambre en die onder het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie ressorteren;

Dat deze ondernemingen een zeer sterke daling van het aantal orders kennen te wijten aan het feit dat hun belangrijkste klanten die actief zijn in de mechanische nijverheid, de glasbedrijven, de ijzernijverheid, de cementfabrieken en de automobielnijverheid hun productie sterk hebben vertraagd;

Overwegende dat tegelijkertijd ook het aantal openbare aanbestedingen vanwege de overheid constant vermindert;

Overwegende dat het onmogelijk is om op korte termijn de evolutie van de crisis te voorspellen, en dus de herneming van de activiteiten;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen gelegen op het grondgebied van Jemeppe-sur-Sambre en die onder het Paritair Subcomité voor de elektriciens : installatie en distributie ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst mits ervan kennis wordt gegeven door aanplakking